

# INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

NICARAGUA



Mobilisation des masses  
et processus électoral

BOLIVIE



Premier bilan  
du gouvernement  
de l'UDP

GRANDE-BRETAGNE

L'offensive antisyndicale de Margaret Thatcher

Sommaire du numéro 168 du 5 mars 1984

3	LIBAN	L'effondrement du régime d'Amine Gemayel	Salah JABER
5	BOLIVIE	Rétrospective des quinze premiers mois du gouvernement de Siles Suazo	Livio MAITAN
13	NICARAGUA	La mobilisation des masses et le processus électoral	Claude DEVILLIERS
16	GRANDE-BRETAGNE	Réactions syndicales aux nouvelles attaques du gouvernement de Margaret Thatcher	Steve ROBERTS
18	--	Construire le CND-syndicats	« SOCIALIST ACTION »
21	URSS	De l'image d'Andropov à la réalité de sa politique	Natacha BRINK, Marina BEK
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE GRENADA : Création de la Fondation Maurice Bishop. ILE MAURICE : Premier congrès de l'Organisation militante des travailleurs (OMT). MEXIQUE : Succès de la rencontre des femmes du mouvement urbain populaire. PARAGUAY : Nouvelle victoire contre la répression.	
28	URUGUAY	La première grève générale depuis dix ans	« EM TEMPO »

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT**  
**25 NUMÉROS**  
**PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF. Afrique et Amériques : 265 FF. Asie : 290 FF.

Pli fermé : France, 300 FF. Tous les autres pays (par voie de surface), 320 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement



## L'effondrement du régime d'Amine Gemayel

**L**A nouvelle flambée des combats au Liban a incontestablement marqué une rupture qualitative dans l'évolution des rapports de forces, à la fois sur les plans local et régional. Elle a été la « chiquenaude » qui a fait s'écrouler ce château de cartes qu'était l'Etat « légal » d'Amine Gemayel. Ce dernier se retrouve dépourvu de tout appui un tant soit peu significatif du côté musulman, et, après la démission du chef du gouvernement, Chafic Wazzan, se confirme l'effritement des derniers vestiges du consensus « national » intercommunautaire dont il avait joui lors de son élection, en septembre 1982.

L'armée « légale », dont le régime Gemayel avait fait son atout principal et dont la « cohésion » avait été tant vantée par ses instructeurs militaires américains et français, s'est disloquée. La grande majorité des soldats et officiers musulmans se sont, soit joints aux forces de l'opposition, soit mis à l'écart de la bataille en cours. Gemayel n'a plus pour soutien local que son propre parti confessionnel réactionnaire, les Phalanges (Kataeb).

Les Britanniques et les Italiens de la Force multi-impérialiste (dite Force multinationale) qui le soutenaient, ont retiré leur épingle du jeu. Les troupes américaines sont aussi en voie de retrait, mais l'intervention américaine subsiste sous forme de bombardements navals et aériens. Seul le gouvernement de François Mitterrand joue encore au dur. Il maintient ses troupes, pour le moment, essayant de prouver aux régimes bourgeois des ex-colonies et protectorats français que l'armée française est un soutien digne de confiance. En fait, Mitterrand s'abrite derrière sa proposition de remplacer la Force multi-impérialiste par une Force de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), pour adopter sur le terrain une nouvelle attitude neutraliste, bien plus opportuniste, et préparer éventuellement un retrait des troupes françaises « dans l'honneur ».

Salah JABER

Quelle que soit l'issue des combats en cours, l'impérialisme mondial a déjà subi un grave revers au Liban. Son protégé, Amine Gemayel, qui avait succédé à son frère assassiné, Béchir Gemayel, est totalement discrédité et son Etat démantelé. Le relais régional de l'impérialisme que constitue l'armée sioniste est moins que jamais capable et désireux d'intervenir dans cette nouvelle étape de la crise libanaise. Les Etats impérialistes eux-mêmes sont moins que jamais disposés à fournir à Gemayel le seul moyen de renverser à nouveau le rapport des forces militaire en sa faveur, à savoir une intervention massive des troupes impérialistes sur le terrain. L'impérialisme américain a compris depuis longtemps que « le Liban n'est pas Grenade », comme ne cesse de le répéter l'opposition armée libanaise. Il est d'ailleurs éloquent que les mêmes troupes américaines qui ont participé à l'opération d'invasion de Grenade se voient au-

jourd'hui contraintes de se retirer du Liban. C'est la première fois, depuis une décennie, que l'impérialisme américain se trouve ainsi confronté, avec l'Amérique centrale et le Proche-Orient, à la possibilité réelle d'un embourbement militaire dans deux ou plusieurs Vietnam, à échelle réduite il est vrai, mais suffisamment importants pour être dissuasifs, notamment en période de campagne électorale aux Etats-Unis.

### UN REVERS POUR L'IMPÉRIALISME

Plutôt que d'opter pour une plus grande intervention dans le « guépier » libanais, une fraction de plus en plus importante de l'establishment américain préconise ouvertement le lâchage du Liban. Après tout, ce pays n'est pas en soi un enjeu considérable. Ce n'est ni un pays pétrolier ni un pays d'importance stratégique majeure. Toutefois, le véritable enjeu des combats en cours au Liban, depuis l'été 1983, n'est pas tant l'influence direc-

te sur le pouvoir central libanais que l'ensemble de la politique américaine dans la région, définie par le double cadre des accords de Camp David et du plan Reagan. En effet, c'est la conclusion, sous patronage américain, du traité israélo-libanais du 17 mai 1983 qui a mis le feu aux poudres au Liban (1).

Le régime syrien qui, jusqu'à cette date, avait adopté une attitude réservée, sinon positive à l'égard de Gemayel — tout en le mettant en garde contre la conclusion d'un accord séparé avec Israël —, avait, depuis lors, poussé les forces politiques et militaires libanaises sous son influence, à lutter contre le pouvoir phalangiste et les troupes impérialistes. Et ceci d'autant plus que le rôle dissuasif d'Israël perdait de plus en plus de son efficacité au fil des jours, au point que l'armée sioniste se retira de la région du Chouf en plein été 1983, sans demander son reste et sans pour autant réussir à mieux assurer sa sécurité dans sa zone de repli au Liban-Sud. La bataille de la montagne qui s'en suivit se solda par une lourde défaite des milices phalangistes (« Forces libanaises »), relayées par l'armée « légale » de Gemayel qui, avec l'appui militaire impérialiste, parvint à stopper l'avance des forces druzes du Parti socialiste progressiste (PSP) de Walid Joubblatt, auxquelles s'étaient jointes des forces de la « dissidence » palestinienne, avec le soutien de l'artillerie syrienne.

Le cessez-le-feu du 25 septembre dernier devait permettre la tenue d'une réunion de « réconciliation » à Genève, un mois plus tard, au cours de laquelle les Syriens espéraient convaincre Gemayel d'abroger l'accord israélo-libanais du 17 mai. Ce dernier fut, en effet, chargé par les participants à la réunion d'examiner avec ses tuteurs américains les modalités de cette abrogation, devenue un préalable nécessaire à une deuxième session de « réconciliation ». Il se rendit immédiatement à Washington dans ce but, pour se voir opposer une fin de non-recevoir, l'administration Reagan refusant l'annulation d'un traité dont elle avait fait un sujet de fierté et qu'elle avait présenté comme un pas fondamental vers la « Pax Americana » au Proche-Orient. Pour le gouvernement américain, le traité du 17 mai 1983 s'ajoutait au traité de paix égypto-israélien et préparait la voie à un traité jordanien (palestino)-israélien, qui achèverait de remplacer l'isolement arabe de l'Egypte par celui de la Syrie, mise au ban à son tour pour « extrémisme pro-soviétique ». L'Egypte du président Hosni Moubarak entra d'ailleurs en jeu, au même moment, aidant Yasser Arafat dans la bataille du Liban-Nord (2), pour être payée en retour par une action spectaculaire de celui-ci en faveur de la fin du boycott arabe et islamique de l'Egypte, dernier obstacle subsistant devant l'adhésion ouverte des régimes réactionnaires arabes au plan Reagan. C'est Arafat qui a ouvert la voie à une

1. Cf. *Inprecor* numéro 158 du 10 octobre 1983.

2. Cf. *Inprecor* numéro 166 du 6 février 1984.

réunion comme celle qui vient de se tenir à Washington entre Reagan, Moubarak et le roi Hussein de Jordanie. La réaction arabe a décidé de jouer franc-jeu, après des années d'hypocrisie !

C'est dans ce contexte-là, celui des embrassades Arafat-Moubarak, de la tenue d'une réunion de l'Organisation de la conférence islamique à Casablanca, en janvier 1984 — qui décida de réintégrer l'Égypte dans la communauté islamique —, que se déclencha le dernier round des combats au Liban, la Syrie ayant décidé de contre-attaquer dans ce dernier pays et d'y infliger un revers à la politique américaine en imposant l'abrogation du traité du 17 mai. C'est à Beyrouth même, cette fois, que les combats commencèrent, déclenchés par une offensive de la fraction pro-iranienne du mouvement chiite, liée à la Syrie, qui suscita une riposte de l'armée de Gemayel si brutale qu'elle ne réussit qu'à consommer la rupture entre ce dernier et la quasi-totalité des forces politiques musulmanes du pays.

### L'OPPOSITION A GEMAYEL ET LES PERSPECTIVES

L'action de la fraction « modérée », très majoritaire, du mouvement chiite Amal permit d'arracher Beyrouth-Ouest au contrôle de Gemayel, au début février. L'intervention des forces druzes de Walid Joumbatt, à partir du 13 février dernier, permit de réaliser la jonction entre la capitale et la montagne, et donc avec les zones sous contrôle syrien. Le réduit pha-

langiste se retrouve ainsi plus étroit et plus menacé que jamais. Gemayel est aujourd'hui soumis aux pressions contradictoires de l'extrême droite chrétienne, alliée à Israël, et de l'opposition musulmane, alliée à la Syrie : d'un côté, la partition du Liban et la formation d'un Etat-croupion allié à l'Etat juif, dans un contexte de chaos guerrier, de l'autre, la soumission à la Syrie d'un Etat libanais formellement unifié, mais où les fascistes des Forces libanaises essayeront de maintenir l'autonomie de fait qu'ils exercent dans leur région (au nord et à l'est de Beyrouth-Est), tandis qu'Israël maintiendra une région « autonome », sous domination chrétienne réactionnaire au Liban-Sud. Gemayel a tenté une ultime conciliation des deux camps avec le plan saoudo-américain, mort-né parce qu'il continuait à placer les retraits syrien et israélien sur un même pied et ne pouvait, par conséquent, qu'être rejeté par la Syrie, qui continue pour sa part à exiger l'abrogation unilatérale du traité du 17 mai et considère comme légitime sa propre présence au Liban. C'est un douloureux dilemme pour Gemayel, mais il est évident que l'option syrienne est la seule des deux options possibles qui puisse s'accorder tant bien que mal avec les intérêts bien compris de la bourgeoisie libanaise, y compris sa fraction maronite, dont l'isolement dans un réduit chrétien signifierait un arrêt de mort économique. Si tel est le cas, Gemayel, en fait, n'a plus d'autre choix que de se plier aux conditions syriennes. A l'heure où nous écrivons, les nouvelles de

Beyrouth laissent prévoir qu'il va le faire. Si tel est le cas, Gemayel pourrait espérer une nouvelle réunion de « réconciliation », qui pourrait se tenir cette fois-ci en Arabie Saoudite. Il en résulterait, pour la première fois depuis 1943 — année de l'indépendance du Liban, où fut adopté le fameux « Pacte national » qui régît le partage du pouvoir entre les diverses fractions communautaires de la bourgeoisie libanaise —, une modification importante du cadre institutionnel du pays, dans le sens d'un rééquilibrage au profit des fractions bourgeoises musulmanes. Il en résulterait, surtout, un retour à la situation de 1977, avec un pouvoir central libanais largement inféodé à la Syrie. Gemayel pourrait réussir à rester à la présidence, mais en perdant le pouvoir réel, ou du moins le monopole de celui-ci, avec les conséquences décrites plus haut.

Une chose est cependant certaine : l'issue des derniers combats au Liban ne saurait transgresser le cadre du pouvoir bourgeois, quelles qu'en soient les formes. L'ensemble des forces majeures de l'opposition à Gemayel sont, en effet, des forces bourgeoises, de même qu'est bourgeoise la dictature baasiste syrienne qui les parraine. Le Front de salut national (FSN), auquel le Parti communiste libanais (PCL) est affilié, est dirigé par trois figures clés de la bourgeoisie libanaise, dont les seuls points communs sont l'hostilité aux Phalanges et la dépendance à l'égard de la Syrie : Soleyman Frangié, ex-président de la République, maronite, ex-allié des Phalanges de 1975 à 1978 ; Rachid Karamé, ex-Premier ministre, sunnite, recordman de l'exercice de cette fonction jusqu'en 1975 ; et Walid Joumbatt, héritier de son père, leader féodal-bourgeois de la communauté druze.

Quant au mouvement Amal, dirigé par l'avocat chiite Nabih Berri, il se situait, jusqu'à ces derniers jours, à la droite du FSN auquel il avait refusé de se rallier, préférant éviter la rupture avec Gemayel. Amal, ou plutôt le Mouvement des déshérités dont il est l'émanation militaire, fut créé au début des années 1970, dans le but évident d'embrigader les masses chiites pauvres sous une direction bourgeoise capable de démagogie populiste et confessionnelle, contrairement aux leaders chiites traditionnels, les plus arriérées des vestiges de la féodalité libanaise. En fait, l'opération Amal était principalement dirigée contre le PCL, dont la remontée spectaculaire, à partir de 1968-1972 (IIe et IIIe congrès) se traduisait par un recrutement principalement chiite. De 1975 à 1982, Amal ne mena pas un seul combat contre le camp des Phalanges et de ses alliés, mais se construisit à coup de batailles contre le PCL et les organisations palestiniennes, avec une propagande essentiellement anticommuniste et xénophobe rejoignant celle des Phalanges. Sous l'influence de la révolution iranienne, une fraction minoritaire d'Amal se radicalisa dans un sens khomeiniste et scissionna du Mouvement en 1982, en dénonçant la collusion de Berri avec les Phalangistes.

### DÉCLARATION DU BUREAU DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ (SU) DE LA IVe INTERNATIONALE, DU 16 FÉVRIER 1984

Les récents événements du Liban ont démontré, s'il en était encore besoin, l'hostilité de la grande majorité de la population libanaise au régime phalangiste d'Amine Gemayel, que la Force multi-impérialiste, dite multinationale, s'est assignée pour tâche de soutenir. Sous les coups de boutoir des masses en armes, l'Etat de Gemayel, laborieusement reconstruit depuis octobre 1982 avec l'appoint des troupes impérialistes et sous leur supervision, s'est effondré, pour ne laisser subsister que la réalité sans fard : des troupes libanaises « légales » tout aussi phalangistes que les milices qui combattent à leurs côtés.

Aujourd'hui, et devant l'ampleur de la défaite de leur protégé et la pression de leurs opinions publiques, certaines puissances participant à la Force multi-impérialiste retirent leurs troupes : c'est le cas de la Grande-Bretagne et de l'Italie. C'est le cas aussi de l'administration américaine de Ronald Reagan, qui se trouve acculée à annoncer le retrait de ses troupes au sol, mais fait intervenir, avec une rare violence, les canonnières de sa flotte contre les positions anti-Gemayel dans la montagne libanaise. Quant au gouvernement français, il essaye de se tirer d'affaire sans perdre la face, en demandant un relais de la Force multi-impérialiste par une Force de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), à laquelle ses troupes participeraient éventuellement, et qui tâcherait de réussir là où la Force multinationale a échoué, c'est-à-dire dans la consolidation de l'ordre bourgeois au Liban. Une telle Force pourrait également favoriser les projets partitionnistes de l'extrême droite phalangiste.

L'offensive victorieuse de l'opposition libanaise doit redoubler les efforts de mobilisation des forces anti-impérialistes dans le monde entier sur les mots d'ordre suivants :

- Troupes et flottes impérialistes hors du Liban !
- Troupes sionistes hors du Liban !
- Non à l'intervention de l'ONU !
- Solidarité avec les masses libanaises et palestiniennes en lutte !

Bureau du Secrétariat unifié de la IVe Internationale,  
16 février 1984.

Aujourd'hui, Berri ne se montre « radical » qu'à l'égard de Gemayel en personne, qu'il rend responsable des récents événements. Il se montre en même temps extrêmement soucieux d'empêcher tout débordement dans le sens d'un démantèlement de l'Etat bourgeois. Il a insisté pour que la gendarmerie et la police libanaise, voire même les troupes de l'armée libanaise sous le commandement d'officiers musulmans, se chargent de rétablir l'ordre bourgeois à Beyrouth-Ouest. Il se montre particulièrement respectueux des institutions légales, en insistant pour que tout changement politique suive les voies prévues par la Constitution, et passe donc par un Parlement élu en 1972, toujours prorogé depuis, et composé des représentants les plus pourris de la classe dirigeante libanaise d'avant le déluge, le même Parlement qui a élu à la présidence de la République Elias Sarkis en 1976, Béchir Gemayel, puis son frère Amine, à une écrasante majorité, en 1982.

C'est encore Nabih Berri qui réclame aujourd'hui, avec le gouvernement de François Mitterrand, l'intervention des forces de l'ONU, non plus comme force tampon entre le Liban et Israël, mais comme force d'appoint aux forces libanaises « légales », pour le maintien de l'ordre bourgeois dans le pays, les troupes de l'ONU étant seules susceptibles d'être acceptées par les masses libanaises dans leur ensemble. Une telle intervention ne peut qu'être rejetée, d'autant plus qu'elle pourrait encourager les tentatives partitisionnistes de la fraction extrémiste du camp phalangiste.

C'est dans ce contexte que le Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section libanaise de la IVe Internationale, participe aux derniers événements pour le renversement d'Amine Gemayel et pour le retrait des troupes impérialistes du Liban. Nos camarades sont présents à Beyrouth, où ils participent à des activités de défense, aux côtés du PC libanais, avec lequel le GCR entretient des relations. Ils sont également présents dans la montagne, au sud-est de la capitale, où ils participent à des activités du même type avec la gauche libanaise, des forces de la résistance palestinienne, et les forces druzes de Walid Joumblatt.

L'évolution actuelle de la situation au Liban remet à l'ordre du jour la revendication d'une Assemblée constituante, dans le cadre du renversement du pouvoir d'Amine Gemayel. Cette situation devrait permettre à la Résistance palestinienne — les forces de la dissidence participant activement aux combats en cours — de se rétablir dans les camps de Beyrouth, en passant outre à l'opposition de Berri à son retour. Ce n'est qu'à ces conditions que les masses libanaises pourront profiter d'une victoire dont elles ont payé le prix, au lieu qu'elle ne serve, une fois de plus, que les intérêts des leaderships bourgeois et qu'au remodelage d'un Etat bourgeois qui leur restera opposé. ■

Salah JABER,  
23 février 1984.

## BOLIVIE

# Rétrospective des 15 premiers mois de gouvernement de Siles Suazo

**O**CTOBRE 1982 marque l'ouverture d'une nouvelle étape dans l'histoire récente de la Bolivie. Le renversement du régime militaire issu du coup d'Etat du 17 juillet 1980 du général Garcia Meza et l'arrivée au gouvernement de l'Union démocratique populaire (UDP) — coalition regroupant le Parti communiste de Bolivie (PCB), le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) du vice-président Paz Zamora et le Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNRI) —, sous la présidence de Hernan Siles Suazo, sont l'aboutissement d'une montée des luttes. Celles-ci ont commencé en novembre 1981, avec la mobilisation des mineurs de Huanuni pour des revendications salariales et la reconnaissance de leur syndicat, pour l'amnistie générale et la réintégration de tous les travailleurs licenciés pour des raisons politiques.

Fin août 1982, la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (FSTMB) proclame une grève de 48 heures. Ce sont ensuite les mineurs de Huanuni qui prennent à nouveau l'initiative d'une grève illimitée. Les ouvriers industriels de Cochabamba entrent en lutte à leur tour, alors que les paysans organisent des barrages de routes. Le 16 septembre 1982, à la demande des mineurs de Siglo XX et de Catavi, la Centrale ouvrière bolivienne (COB) lance un appel à la grève générale. Le pays est paralysé. Les militaires annoncent alors le départ du général Vildoso mis en place à la tête de l'Etat en juillet 1982. Le 1er octobre, le Parlement élu le 29 juin 1980, et dont l'installation avait été empêchée par le putsch du général Garcia Meza, est convoqué pour sanctionner l'avènement de Siles Suazo à la présidence de l'Etat et la formation d'un gouvernement de l'UDP, qui avait remporté 40 % des voix en 1980.

Livio MAITAN

Pour bien comprendre la crise de 1982, il est utile de revenir succinctement sur la période du régime instauré par le général Hugo Banzer, à la suite du coup d'Etat du 21 août 1971.

### DE LA FAILLITE DE LA « MODERNISATION » Sous HUGO BANZER AU GOUVERNEMENT DE L'UDP

Le régime de Banzer a pu bénéficier de conditions relativement favorables — la grave défaite infligée au mouvement ouvrier, la neutralisation, dans une large mesure, des paysans, une conjoncture économique caractérisée par une hausse des prix des matières premières, et l'essor de la production du pétrole — et compter sur le soutien d'un bloc social composé de la bourgeoisie minière, d'une bourgeoisie agraire liée au capital financier international, de la bourgeoisie industrielle, bancaire et commerciale, et sur l'appui de l'impérialisme. Dans ce contexte, il s'efforça de stimuler un processus de restructuration et de « modernisation » analogue à celui qu'avaient connu d'autres pays latino-américains depuis la fin des années 1950. Certains résultats ont été atteints par cette politique, et des mutations se sont produites. Entre 1971 et 1976, le revenu national a augmenté en moyenne de 6 % par an. L'étain est resté la production de base du pays, mais son importance dans les exportations a baissé, passant de 44,6 % du total des exportations en 1970 à 30 % en 1976, alors que la part du pé-

trole est passée de 6 à 25 % (1). Par ailleurs, la fusion des minerais commence désormais à se faire sur place, tandis qu'une industrie pétrochimique et une industrie du fer se développent aussi en Bolivie. Le secteur de la construction a enregistré un certain essor, notamment dans la capitale. D'importants travaux d'infrastructure ont été réalisés.

C'est dans cette période que la structure socio-économique semi-coloniale s'est parachevée par une combinaison de formes d'arriération et de dépendance traditionnelles et de formes plus modernes de concentration et de pénétration du capital impérialiste, non seulement nord-américain, mais aussi japonais, britannique et allemand. La pénétration du capital étranger et son contrôle sur des secteurs d'activité économique importants se réalisent aussi bien par des investissements directs que par des prêts, la concession de licences, l'introduction d'une technologie relativement avancée, l'approvisionnement en matières premières qui n'existent pas sur place, l'« aide »

1. Il faut préciser que le secteur minier est décisif en ce qui concerne la création de ressources financières par l'exportation. Mais la production minière dans son ensemble ne participait, en 1978, qu'à raison de 7,3 % à la formation du PNB et contribuait à l'emploi de 5,2 % de la population active. Les secteurs de l'agriculture et de l'élevage ensemble représentaient 16 % du PNB et 45 % de la population active (VJM de la Cueva, *Bolivia : Imperialismo y Oligarchia*, La Paz, 1983, p. 170). En 1982, la production d'étain employait 4,7 % de la population active et participait pour 6 % au PNB. Mais sa contribution financière représentait les 35 % des revenus de l'Etat (cf. *le Monde*, 31 janvier 1984).



de différentes institutions internationales. Des bourgeois boliviens sont assez souvent associés aux entreprises des multinationales.

Le processus de modernisation a connu assez rapidement un essoufflement. Les contrecoups de la crise économique internationale de la moitié des années 1970 ont opéré avec un certain retard mais, par la suite, ont accéléré et multiplié les tensions et les contradictions du « modèle » banzérien, et la modeste croissance qui s'était produite, fut bloquée, voire annulée. Les répercussions politiques furent inévitables : le régime de Hugo Banzer s'est achevé péniblement, six ans après son instauration.

La période qui s'étend de la fin de 1977 au coup d'Etat militaire de juillet 1980 représente un interlude caractérisé par une relance des luttes de masses, une réorganisation du mouvement ouvrier et paysan, et l'affirmation de l'UDP, qui a obtenu une majorité relative lors de trois élections successives (juillet 1978, juillet 1979 et juin 1980). Le coup d'Etat du général Garcia Meza, du 17 juillet 1980, constituera la riposte de l'aile la plus réactionnaire de l'armée et des secteurs des classes dominantes les plus impliquées dans l'accumulation sauvage stimulée par la production et le trafic de la drogue, désireuses d'imposer une solution contre-révolutionnaire du style du coup d'Etat militaire argentin de 1976. Mais la situation bolivienne de 1980 n'est pas identique à celle de l'Argentine quatre années auparavant. Le mouvement ouvrier est déjà dans une phase de recomposition et de renfor-

cement, après quelques années d'accumulation de forces. Des tendances nouvelles se sont esquissées dans le mouvement paysan, et le contexte latino-américain est considérablement modifié. Le général Garcia Meza ne compte que sur le soutien d'une partie des classes dominantes. Il se heurte à la méfiance de l'impérialisme, qui ne le considère pas comme un interlocuteur durable ; il doit faire face au mécontentement croissant de couches petites-bourgeoises déçues dans leur espoir de bénéficier des bienfaits d'une « société de consommation », et il ne réussit pas à écraser l'opposition ouvrière et paysanne. Son règne ne durera qu'une année, après quoi il sera remplacé par le général Celso Torrelio à la tête de la junte, lequel cèdera la place au général Vildoso, en juillet 1982.

C'est donc dans une atmosphère de consensus assez généralisé que s'ouvre ce qu'on appelle en Bolivie le « processus démocratique ». La base de ce consensus est un compromis politique qui comporte le respect du verdict des élections de 1980, par l'avènement de Siles Suazo à la présidence de la République et l'entrée en fonction des deux chambres élues. L'UDP, qui n'a remporté que la majorité relative en 1980, est minoritaire au Sénat et ne possède qu'une toute petite majorité de deux élus à la Chambre des députés.

En d'autres termes, la bourgeoisie et l'armée acceptent l'instauration de Siles Suazo pour deux raisons. D'une part, parce qu'elles ont peur d'une explosion incontrôlable du mouvement de masse — il ne faut pas oublier qu'initialement les mineurs ont refusé ce compromis et ont poursuivi leur grève — et, d'autre part, parce qu'elles sont en condition d'utiliser les mécanismes parlementaires pour contrôler le président et l'empêcher de prendre toute décision qu'elles considéreraient comme inacceptable.

En effet, avant l'acceptation du compromis de la désignation de Siles Suazo par le Parlement sur la base des résultats électoraux de 1980, le mouvement de masse revendiquait des élections immédiates, et les mineurs en particulier insistaient sur la revendication de la garantie d'un salaire minimum vital. Lorsque les mineurs décidèrent de continuer la grève, malgré la décision de la direction de la COB d'y mettre fin, Juan Lechin, le vieux dirigeant de la confédération syndicale, menaça de démissionner. Les mineurs laissèrent la direction de la FSTMB libre de prendre une décision sur l'avenir de leur lutte, en lui accordant leur confiance. La FSTMB décida alors d'arrêter la grève.

Dans ce sens, le gouvernement de l'UDP, et surtout Siles Suazo, jouent un rôle bonapartiste. Leur force relative réside dans le fait que, dans l'incertitude sur ce que serait l'après-Siles Suazo, personne n'est pressé de le renverser. Les différentes organisations ou regroupements politiques et économiques préfèrent défendre leurs intérêts respectifs en exerçant toutes sortes de pressions pour arracher des concessions ou pour annuler, dans la pratique, telle ou telle mesure gouvernementale.

## LES QUINZE MOIS DU RÉGIME DE SILES SUAZO

En fait, les quinze premiers mois du gouvernement de l'UDP, depuis sa formation jusqu'à la fin de 1983, ont été marqués par des tensions et des conflits croissants à tous les niveaux. Il en est découlé une situation d'extrême instabilité, qui s'est encore aggravée récemment, avec la crise gouvernementale de décembre 1983 (2).

Durant toute cette période, il est possible de distinguer les cinq étapes suivantes dans la crise sociale et gouvernementale :

— La phase allant d'octobre 1982 au début de janvier 1983 comporte une réorganisation et un réalignement des différentes classes et couches sociales et des différentes forces politiques. Les masses populaires exploitent les conditions favorables créées par le « processus démocratique » pour reconstruire ou renforcer leurs organisations et ont un préjugé favorable envers l'UDP. C'est pourquoi elles ne se mobilisent pas activement. Sous prétexte que le régime militaire lui a laissé un lourd héritage, Siles Suazo en profite pour faire passer une série de mesures économiques qui provoquent une hausse d'environ 60 % du coût de la vie (3).

— Une seconde phase, de janvier à mars 1983, s'ouvre ensuite avec une crise politique. Le MIR quitte le gouvernement, ce qui — au-delà des manœuvres démagogiques auxquelles s'adonne surtout son dirigeant, Paz Zamora, vice-président de la République — élargit les marges de manœuvre des forces conservatrices et réactionnaires. C'est depuis lors que s'esquisse la perspective d'un coup d'Etat « constitutionnel », à savoir le remplacement de Siles Suazo à la suite d'un vote des deux Chambres. Cette menace ne s'est jamais concrétisée jusqu'ici, mais elle constitue un instrument de pression, voire de chantage.

Frappées de plein fouet par la crise économique, les masses populaires changent progressivement d'attitude face au gouvernement. Elles recommencent à se mobiliser, à organiser des grèves et même des occupations d'usine, à discuter dans des assemblées ou des congrès syndicaux sur les perspectives, les méthodes de lutte, etc. Les mesures économiques gouvernementales du mois de mars 1983 ne comportent que des concessions partielles faites aux travailleurs. Elles prévoient seulement des réajustements chaque fois que la hausse des prix atteint 40 %. Le mécontentement des masses travailleuses s'accroît, alors que le gouvernement est traversé par de nouveaux conflits internes, notamment entre les différentes fractions du MNRI.

— Une troisième étape s'ouvre au mois d'avril 1983 et se clôt le 21 août de

2. Cf. *Inprecor* numéro 166 du 6 février 1984.

3. Cf. à ce sujet le texte du Parti ouvrier révolutionnaire-Combate (POR-Combate) publié dans *Inprecor* numéro 145 du 14 mars 1983.

la même année. Sous la pression des masses travailleuses, la COB prend ses distances par rapport au gouvernement. Dans une déclaration adoptée par son plénum du 5 avril, elle l'accuse de « suivre l'orientation du système bancaire impérialiste et du Fonds monétaire international » et de prendre des mesures « au profit des privilégiés et au détriment des ouvriers ». C'est le point de départ d'un processus de radicalisation qui se développera au cours des mois suivants et dont les manifestations les plus significatives seront : le déclenchement de luttes de presque toutes les catégories de travailleurs utilisant des méthodes de mobilisation de plus en plus percutantes ; l'offensive de la FSTMB, qui occupe le siège de la Corporation minière bolivienne (Comibol) pour imposer la cogestion ouvrière majoritaire ; la mobilisation et la politisation croissante des paysans, qui se reflètent dans le second congrès de leur confédération du mois de juillet dernier (4).

Cette situation débouche sur une nouvelle crise politique, plus sérieuse encore que celle de janvier 1983. Malgré toutes les tentatives de conciliation, une rupture ouverte se produit entre le MIR et Siles Suazo. C'est dans ce contexte que la COB et la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB) revendiquent leur participation à la direction du pays, sous la forme d'un cogouvernement. Le 2 août, la COB organise des manifestations dans tout le pays. Le président Siles Suazo, acculé à la défensive, se déclare prêt à traiter avec la COB le problème de la participation de celle-ci au gouvernement.

Il est alors difficile de savoir si Siles Suazo ne fait qu'amorcer une manœuvre tactique ou s'il a effectivement l'intention de conclure un tel accord. Toujours est-il que sa déclaration radicalise davantage la situation. Toutes les forces sociales et politiques se mobilisent et prennent résolument position. Le 9 août, la COB présente un plan économique de mesures urgentes, dont l'adoption éventuelle par le gouvernement impliquerait un changement de ligne radical. La Confédération de l'industrie privée convoque une assemblée extraordinaire qui s'oppose avec véhémence aux propositions de la COB et réclame « un dialogue national avec la participation de tous, pour concrétiser un programme de salut ». Le FMI fait savoir que la visite prévue d'une délégation est remise jusqu'à ce que la situation politique se soit clarifiée. Des secteurs militaires lancent, eux aussi, un signal d'alarme par le truchement d'une déclaration de l'ancien président Padilla, qui appartient pourtant à l'aile modérée des forces armées. La contre-offensive conservatrice atteint finalement son but : le 21 août, Siles Suazo rejette tout accord de cogouvernement avec la COB.

— Une quatrième phase se développe ensuite, de la fin du mois d'août 1983 jusqu'à la mi-décembre, date à laquelle éclate la dernière crise gouvernementale. Le 30 août, la COB organise une nouvelle mobilisation. Après avoir rejeté la participation de la COB au gouvernement, Siles



L'accueil du président Siles Suazo en octobre 1982. (DR)

Suazo ne veut pas pour autant un affrontement majeur avec l'organisation ouvrière et fait quelques concessions. Le 9 septembre — avec retard sur l'échéance du 31 juillet fixée auparavant par les mineurs — il fait approuver le décret sur la cogestion ouvrière majoritaire dans la Comibol. Le 22 du même mois, il signe un accord avec la CSUTCB, qui avait relancé la mobilisation sur ses revendications. D'autres accords sont réalisés par la suite, notamment avec la COB, sur la réorganisation du système des transports. Toutefois, le plus souvent, le gouvernement ne tient pas ses engagements. Il vise par contre à utiliser la cogestion dans la Comibol surtout pour amener les mineurs à accepter de payer le prix de la crise de la société minière nationalisée.

Pour sa part, la droite devient plus agressive. Elle exploite au mieux — de son point de vue — le rapport de forces existant au Parlement, et surtout dans l'une des deux Chambres élues, le Sénat, en harcelant le gouvernement par des interpellations parlementaires constantes. Avec la complicité de l'armée, elle monte des opérations démagogiques sur de prétendues actions de guérilla en préparation, les inventant de toutes pièces ou amplifiant des événements insignifiants. Ainsi, le 26 octobre dernier, une dizaine de jeunes, dont quelques personnes originaires d'autres pays latino-américains, ont été arrêtés sous l'accusation de préparer un foyer de guérilla à Luribay, dans le département de La Paz. Le but des forces réactionnaires est de pousser le gouvernement à prendre des mesures de répression contre l'extrême gauche, et de discréditer la gauche du MIR, dont l'un des dirigeants, Rospigliosi, est présenté comme un complice des guérilleros.

Les organisations patronales et des comités « civiques » de nature douteuse, ne cessent d'attaquer le gouvernement et d'entraver la mise en application de ses décisions. Ainsi, les patrons ont refusé, pendant toute une période, de rémunérer le congé hebdomadaire du dimanche, malgré une décision gouvernementale en ce

sens. De même, en novembre, ils ont refusé de payer les réajustements salariaux correspondant à la hausse des prix qui avait sensiblement dépassé les 40 %.

Toutes ces campagnes n'ont guère d'effet sur l'activité des masses. L'objectif politique de cogouvernement est mis à l'écart depuis le 21 août, et la revendication d'un minimum salarial avec échelle mobile n'a pas abouti. La conséquence est que les luttes ouvrières et les mobilisations populaires se situent sur le terrain des revendications partielles et se développent par secteurs. Les mineurs — ceux de Huanuni en premier lieu — sont encore une fois à l'avant-garde. Ils lancent une nouvelle action à partir de fin septembre. Les travailleurs industriels font grève à leur tour, notamment à Cochabamba. Les paysans se mobilisent à plusieurs reprises. Les travailleurs des transports, des banques, des hôpitaux, des transports routiers, les instituteurs et les médecins, entrent aussi en lutte, en ayant recours à des méthodes d'action plus ou moins dures, parfois pendant des semaines, pour arracher leurs propres revendications, concernant fondamentalement des augmentations de salaires. Les mesures économiques gouvernementales du 17 novembre, qui comportent une augmentation du taux de change du dollar et des hausses importantes des prix d'une série de denrées alimentaires de base, représentent un stimulant supplémentaire à la mobilisation. Les petits entrepreneurs se battent eux aussi pour leurs revendications catégorielles.

4. Le principal quotidien de La Paz, *Presencia*, a publié au mois de juillet 1983 une série d'articles dressant un tableau d'ensemble des conflits qui se sont produits pendant un peu plus de six mois. Il y en aurait eu 554. Les méthodes de lutte furent des plus variées, allant des proclamations de l'Etat d'urgence et des préavis de grève, aux grèves, aux arrêts généralisés du travail dans des villes et des régions, aux barrages de grandes routes, de chemins de fer et d'aéroports. Au sujet des luttes et des revendications de mineurs, se reporter à *Inprecor* numéro 147 du 11 avril 1983 et au numéro 153 du 20 juin 1983. Sur le congrès de la CSUTCB, voir *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983.

— A la mi-décembre s'ouvre enfin une nouvelle phase de politisation et de centralisation des luttes. Alors que le gouvernement démissionne après un vote de censure du Sénat, la COB, qui avait déjà appelé à une première grève après les mesures du 17 novembre, et craignant les conséquences négatives de la fragmentation des luttes et des phénomènes de débordement, reprend l'initiative à l'échelle nationale. Elle proclame une grève générale de 48 heures, les 13 et 14 décembre, qui obtient un succès incontestable.

Après plusieurs semaines de crise gouvernementale, Siles Suazo a finalement recomposé son gouvernement en confirmant la plupart de ses ministres à leur poste. En même temps, la COB a relancé la mobilisation. Une grève de la faim a été organisée, d'abord à La Paz, ensuite dans d'autres villes. Des milliers de dirigeants et militants syndicaux y ont participé. Des conquêtes partielles importantes ont ainsi été arrachées à la suite d'un accord avec le gouvernement. Celles-ci concernent une augmentation de salaire de l'ordre de 57 %, un blocage pendant quatre mois du prix des denrées alimentaires de base (sucre, farine, riz et huile), l'organisation de l'approvisionnement populaire, la gestion des mines d'or par la Comibol (donc sous gestion ouvrière majoritaire). Par contre, la revendication du salaire minimum avec échelle mobile n'a pas été acceptée. Les paysans, grâce à de nouvelles luttes, ont eu gain de cause en ce qui concerne le droit de commercialiser directement leurs produits, d'importer des machines agricoles, d'organiser leur système de transports.

Pour leur part, les patrons de l'industrie ont décidé, dans un congrès extraordinaire, de paralyser l'activité de leurs entreprises pendant 48 heures, pour protester contre les décisions du gouvernement en matière économique. La crise sociale et politique reste donc entière et ouverte.

## LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'ensemble de ces conflits sociaux et politiques se sont produits sur la toile de fond d'une situation économique qui n'a cessé de se dégrader.

En 1982, le produit national brut (PNB) a diminué de 7,43 % par rapport à l'année précédente. Le taux annuel d'inflation a largement dépassé les 220 %. La dette extérieure a dépassé les 2,5 milliards de dollars (20 milliards de francs).

L'année 1983 n'a enregistré aucune modification importante de cette situation. Les mêmes tendances ont continué à opérer. De surcroît, le pays a été durement éprouvé par les fléaux sociaux combinés de la sécheresse dans certaines régions et des inondations dans d'autres : le tiers de la superficie totale du pays a été atteinte et les dégâts se chiffrent à un milliard de dollars environ (8 milliards de francs).

Les chiffres officiels de 1983 n'ont

pas encore été communiqués. D'après des estimations de fin d'année, le PNB aurait diminué au cours de cette année-là de 10 % et le produit par tête d'habitant serait tombé de 25 % par rapport à 1979. En gros, l'économie du pays en serait revenue à l'état dans lequel elle se trouvait il y a vingt ans. L'inflation a atteint, en 1983, le taux annuel de 300 %. Selon la COB, au mois de juillet dernier déjà le pouvoir d'achat des travailleurs avait diminué de 57 % par rapport à octobre 1982 !

Il faut plus particulièrement souligner le fait que la crise de la production de l'étain reste extrêmement sérieuse. D'après la presse bourgeoise bolivienne, la production de la Comibol serait aujourd'hui au niveau de 1962, et même inférieure — de 36 % pour l'étain, de 33 % pour l'argent, et de 27 % pour le plomb — au niveau de production de 1952. La production de 1983 serait du tiers inférieure aux prévisions. Or, les pertes financières avaient déjà été de l'ordre de 45 millions de dollars (environ 360 millions de francs) en 1981 et de 133 millions de dollars (900 millions de francs) en 1982. La Bolivie risque de perdre sa place de quatrième producteur mondial d'étain, au profit du Brésil (5).

La crise de l'ENAF (entreprise nationale de fusion des minerais) n'est pas moins significative. L'ENAF entra en fonction en 1977-1978, ce qui fut salué à l'époque comme un événement majeur de l'histoire économique du pays. Cette année, cette société a frisé la catastrophe et, au mois de juillet 1983, l'ENAF avait besoin de 65 millions de dollars (520 millions de francs) pour relancer sa production. Le bilan des pertes pour l'année 1983 serait de 100 millions de dollars (800 millions de francs). Le pétrole avait aussi nourri les espoirs les plus audacieux au début de l'ère Banzer. Pourtant, la société nationale de production pétrolière, l'YPFB, paie aujourd'hui le prix d'une politique de pillage et de braderie favorisant, directement ou indirectement, les compagnies étrangères, et fait les frais du maintien d'un bas prix « politique » de l'essence sur le marché national, qui comporte une perte sèche de 11,10 dollars (environ 90 francs) par baril.

Quant à l'industrie, elle est restée

5. Ces données économiques ont été rapportées par la presse bolivienne, dont *Hoy* du 25 décembre 1983. En ce qui concerne l'étain, des sources de la FSTMB confirment la crise : même la mine de Huanuni, dans le passé la plus rentable, enregistrerait à l'heure actuelle un passif d'un million de dollars par mois (8 millions de francs). Les causes fondamentales d'une telle crise résident dans le fait que pendant une longue période il n'y a pas eu la rénovation technologique nécessaire, ce qui a provoqué une augmentation sensible des prix de revient. De plus, l'Etat a opéré un véritable drainage des ressources à l'avantage du secteur privé. Selon les déclarations récentes de F. Escobar à l'hebdomadaire politique *Aquí*, la Comibol a vendu, au cours des trente dernières années, l'équivalent de 18 milliards de dollars (144 milliards de francs) de minerais, dont les 80 % sont allés à des firmes privées par l'intermédiaire de l'Etat. Par ailleurs, les gouvernements successifs n'ont pas maintenu leurs engagements financiers envers l'entreprise nationalisée. Finalement, il faut ajouter que les mineurs travaillent et vivent

dans une crise très grave. Le secteur de la construction, en particulier, a connu un véritable effondrement. Il est difficile d'apprécier avec précision les conséquences de la crise économique sur la situation de l'emploi. Il n'y a aucun doute que le chômage et le sous-emploi s'accroissent constamment. Mais les chiffres fournis par différentes sources varient et ne sont certainement pas exacts. Certains estiment qu'il y aurait 200 000 salariés au chômage et 800 000 travailleurs en situation de sous-emploi. Le taux de chômage serait passé, selon d'autres sources, de 5,6 % de la population active en 1979 à 7,4 % en 1981 et à 12,4 % en 1982. Et il aurait encore augmenté davantage en 1983 (6). D'après les statistiques fournies par les entrepreneurs privés, le potentiel productif industriel ne serait exploité qu'à 50 % de sa capacité.

Il ne faut pas, par ailleurs, minimiser les conséquences qu'ont sur l'économie bolivienne des phénomènes pervers, comme le trafic de drogue, la contrebande et le vol de minerais. Le trafic de drogue n'a pas diminué à la suite de l'avènement du nouveau régime. Dans les régions de Santa Cruz, et encore plus de Cochabamba, existent désormais de véritables zones franches où le commerce de la drogue s'effectue sans aucun contrôle ni limite. Le ministre de l'Intérieur a pu constater lui-même cette situation dans l'une de ces zones, en se rendant incognito dans le village de Shinhota, dans le département de Cochabamba. Il est évidemment difficile de connaître le montant de ce trafic. D'après certaines estimations, les devises ainsi obtenues équivaldraient environ au double de celles que rapporte la vente de l'étain. D'autres ont calculé plus précisément qu'en 1981 les ventes de drogue à l'étranger ont assuré pour les trafiquants une rentrée de 1,336 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs) (7).

Dans une étude remarquable, René Bascopé Aspiazu écrit que trois dates marquent l'histoire économique de la Bolivie : le début de l'exploitation de l'argent, en 1545, le début de l'exploitation de l'étain, en 1904, et le début de l'exploitation de la cocaïne, sous Hugo Banzer, en 1976. Pablo Ramos a souligné, lui aussi, le rôle des coca-dollars dans cette

dans des conditions ne favorisant pas leur productivité. Pour plus de détails sur les prix de revient et les cours sur le marché mondial, se référer au *Monde* du 31 janvier 1984.

6. Selon des chiffres fournis par l'Institut national de la statistique (INE), la population active serait de 1 964 000 personnes sur une population totale atteignant les 6 millions. Les non salariés représenteraient 1 355 400 personnes ; 200 000 salariés environ travailleraient dans le secteur public, 300 000 environ dans le secteur privé. Il faut aussi tenir compte d'une très forte émigration économique. Selon *Presencia* du 4 novembre 1983, il y aurait 1,4 million de Boliviens à l'étranger. D'après des statistiques du Bureau international du travail (BIT), 13 % de la population bolivienne aurait émigré depuis 1945, soit 40 % de la population active.

7. *La Veta Blanca*, René Bascopé Aspiazu, La Paz, 1982. *Siete Anos de Economía Boliviana*, Pablo Ramos, La Paz, 1980. D'après Bascopé, il existe un lien étroit entre la crise de la production du coton et l'essor du trafic de drogue.



Les nouveaux dirigeants de l'UDP au balcon du palais gouvernemental, fin 1982. (DR)

dernière période. Il est vrai, comme Bascope le démontre, que la tentative d'intégrer l'économie « criminelle » dans le système économique et financier de l'Etat a finalement échoué. Cela n'empêche que les co-cadavres continuent d'enrichir des couches sociales, notamment dans certaines régions, et que des Boliviens appartenant aux classes dominantes disposent de centaines et de centaines de millions de dollars provenant du trafic de la drogue et déposés dans des banques aux Etats-Unis. Cela représente, en tout cas, un élément de distorsion économique majeur.

Quant à la contrebande, elle ne concerne pas seulement des denrées alimentaires telles que le sucre, la viande et le pain, mais aussi, sur une échelle considérable, le pétrole et ses dérivés, l'or, et, pour ce qui est des importations, les voitures. D'après le préfet de La Paz, ville où le pain a manqué pendant des semaines, 30 quintaux de pain étaient acheminés illégalement chaque jour au Pérou, au mois de juillet dernier. Avec le même pays a lieu un commerce illicite de 10 000 litres de kérosène par jour. La plus grande partie de la production de caoutchouc et de châtaignes est aussi exportée illégalement. Par ailleurs, au cours d'une seule année, 20 000 voitures seraient entrées en fraude dans le pays (le total des véhicules recensés, toutes catégories confondues, était de 177 000 unités en 1982). La contrebande de l'or aurait atteint, en 1983, la somme de 41 millions de dollars (328 millions de francs). Le vol de minerais a aussi atteint des dimensions considérables. D'après les calculs des dirigeants syndicaux, à Huanuni par exemple, où la production mensuelle officielle atteignait 500 tonnes dans le passé et est réduite maintenant à 200 tonnes, les vols atteindraient les 100 tonnes.

En d'autres termes, il existe en Bolivie encore plus que dans d'autres pays, une véritable économie parallèle. Ajoutons que même au niveau de l'économie officielle se multiplient les phénomènes de spéculation commerciale et financière en rapport avec l'inflation, les hausses de prix et le double taux de change du dollar (8).

Tous ces phénomènes comportent une tendance à la décomposition du tissu économique. Cela se répercute non seulement sur les conditions de vie des masses, mais provoque en même temps des déchirements au sein des classes dominantes. Ainsi, les conflits se multiplient entre le secteur privé et le secteur d'Etat, entre les représentants de l'industrie et ceux de l'agro-industrie, entre certains entrepreneurs privés et les banques, et au sein même de ces différents secteurs.

Les entrepreneurs privés reprochent ainsi à l'Etat de gaspiller ses ressources. Selon eux, au cours des vingt dernières années, l'Etat aurait fait des investissements à peu près égaux à ceux du secteur privé qui, pourtant, assurerait 80 % de la production. Les propriétaires des mines de petite et moyenne dimension se plaignent constamment des conditions qui leur sont imposées. Des conflits très vifs, à coups de communiqués publiés dans la grande presse, ont secoué récemment l'Unagro, l'une des compagnies sucrières les plus importantes.

Des différenciations et des affrontements politiques reflètent cette réalité. Les forces conservatrices misent surtout, à l'heure actuelle, sur l'alliance entre l'Action démocratique nationaliste (ADN) du général Hugo Banzer et le Mouvement nationaliste révolutionnaire historique (MNRH) de Paz Estenssoro et leurs appendices. Mais si elles sont d'accord dans l'action d'obstruction qu'elles mènent contre le gouvernement de l'UDP, ces deux formations n'ont pas de projet commun à moyen terme, dans la mesure où chacune d'elles se veut la véritable direction de rechange. De surcroît, à l'intérieur de tous les partis et regroupements bourgeois s'affrontent tendances, cliques et groupes de pression rivaux. Dans ce contexte de décomposition économique et sociale, la bourgeoisie est plus que jamais incapable de se donner un parti qui la représente à l'échelle nationale. Le rôle important que jouent, y compris sur le terrain politique, les organisations économiques patronales, en est d'ailleurs une éclatante confirmation.

Siles Suazo exploite ce vide politique

et se maintient au pouvoir en l'absence d'une alternative concrète à court terme. Mais sa base principale, l'UDP, a été sérieusement affaiblie par le départ du MIR, une formation de type petit-bourgeois à ses origines et alors dotée d'une idéologie socialisante, qui joue à l'heure actuelle un rôle de plus en plus douteux favorisant la réaction. L'UDP tend désormais à s'effriter. Le président Siles Suazo ne peut donc véritablement compter que sur le soutien de deux partis, le MNRI et le PCB, à part le fantomatique Parti démocrate-chrétien (PCD), dont des représentants ont été intégrés au gouvernement. Le parti du président, le MNRI, est une formation extrêmement hétérogène, allant de personnages aux orientations conservatrices et d'aventuriers politiques ayant trempé dans le soutien au coup d'Etat de novembre 1979 à des représentants de la petite bourgeoisie radicalisée et à des dirigeants ouvriers et populaires. Ses chefs de file et ses tendances s'affrontent publiquement, en ayant parfois recours à la violence physique. Le cadre organisationnel commun est donc presque inexistant.

Le « parti » de l'économie « criminelle » dispose, pour sa part, d'instruments de pression, de corruption et de chantage très puissants. Ce « parti » n'est pas dépourvu d'une base sociale, dans la mesure où les secteurs impliqués dans la production, la transformation primaire, le trafic de drogue et la contrebande ne représentent pas qu'une minorité exiguë de la population. Les contrebandiers, par exemple, comptent sur la solidarité des commerçants qui vendent les marchandises de contrebande. Lorsqu'il y a quelques mois des ouvriers d'une fabrique de chaussures se sont mobilisés contre la contrebande qui menaçait leur travail, ils se sont effectivement heurtés à la résistance d'une couche de commerçants. Les trafiquants de drogue, pour leur part, s'efforcent d'avoir le soutien de couches paysannes qui, tout en étant exploitées par eux, ont peur que les projets internationaux de destruction des cultures de coca ne les condamnent à la misère. Ces grands trafiquants de drogue disposent de moyens puissants. La chute du régime militaire les a certainement affaiblis, mais ils peuvent tout de même mettre au défi le pouvoir de l'Etat et comploter contre les précaires institutions démocratiques actuelles (9).

8. Fin 1983, un dollar valait officiellement 500 pesos, mais au moins 1 200 au marché parallèle. Les importateurs, qui obtiennent des devises au taux officiel, peuvent soit les utiliser, en partie au moins, pour spéculer sur le marché des changes, soit importer effectivement, en vendant ensuite leurs marchandises à un prix établi sur la base du taux de change parallèle.

9. Un épisode symbolique s'est produit au mois de juillet 1983. Un trafiquant très connu, Robert Suarez, a demandé une entrevue au président Siles Suazo. Celui-ci refusa. Suarez mit alors au défi le gouvernement de venir le chercher, en prévenant qu'il disposait même pour sa défense d'avions dotés de missiles. Le ministre de l'Intérieur confirma à la même époque que les trafiquants de drogue avaient « un pouvoir économique et militaire qui, dans de nombreux cas, dépasse les possibilités de l'Etat lui-même » (Presencia, 5 juillet 1983).

La question se pose donc de savoir si la crise actuelle pourrait déboucher sur un énième coup d'Etat militaire. Il va sans dire qu'il existe toujours en Bolivie des individus, militaires et civils, qui se préparent pour une telle échéance. Toutefois, un coup d'Etat militaire ne semble pas être à l'ordre du jour immédiat, et cela pour trois raisons fondamentales : d'abord, parce que les militaires sont très sérieusement discrédités, même aux yeux des classes dominantes et des couches petites-bourgeoises, après une hégémonie qui a duré presque vingt ans ; ensuite, parce que la classe ouvrière a récupéré toute sa force politique et organisationnelle et, surtout, parce que l'attitude des paysans a radicalement changé par rapport à 1971 ; enfin, parce que le contexte de la situation latino-américaine, et des pays du cône Sud en particulier, n'est pas favorable à de telles solutions militaires.

### NOUVEL ESSOR DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES ET POLITISATION DES PAYSANS

L'évolution économique sous le régime de Banzer a comporté des changements relatifs dans la composition de la classe travailleuse et d'autres couches de la population exploitée. Plus précisément : le secteur des ouvriers de l'industrie et de la construction s'est renforcé par rapport aux mineurs et, parmi ces derniers, le pourcentage des travailleurs des mines privées, petites et moyennes, a augmenté (10) ; le développement de l'agro-industrie a accru le nombre des salariés agricoles, alors que les paysans pauvres se sont davantage appauvris ; les travailleurs du secteur tertiaire sont devenus plus nombreux ; le poids de la petite bourgeoisie, dite moderne, a augmenté par rapport à celui de la petite bourgeoisie traditionnelle.

La crise économique a bloqué ou considérablement ralenti ces tendances. Le secteur de l'industrie et de la construction a été durement frappé. Les paysans ont continué à se paupériser, les masses déshéritées ont grossi davantage. Les mineurs continuent donc à constituer le contingent prolétarien le plus substantiel, disposant d'une importante cohésion interne et géographiquement concentré. Faut-il rappeler ici que cette concentration géographique a été en même temps l'élément de force et de faiblesse du prolétariat bolivien. L'élément de force, dans la mesure où les mobilisations d'ensemble des mineurs en sont facilitées et où les zones minières échappent périodiquement au contrôle direct du pouvoir central, mais élément de faiblesse aussi, dans la mesure où les mineurs se trouvent relativement éloignés du centre politique du pays et ne peuvent pas peser sur le troisième pôle, celui de la région de Santa Cruz, citadelle traditionnelle des forces les plus réactionnaires et berceau des coups d'Etat militaires.

Une crise économique, qui fait des ravages sans précédent et provoque une décomposition croissante du tissu social

peut, à la longue, avoir des effets négatifs sur le potentiel combatif des masses. En fait, elle a provoqué un certain désarroi dans des couches populaires déshéritées peu politisées, et même des tendances centrifuges et des conflits entre différentes catégories de travailleurs (11). Toutefois, cette crise s'est produite et développée dans un contexte qui, depuis la fin de 1977, est caractérisé, en règle générale, par une montée du mouvement des masses. En fait, la combativité des ouvriers, des autres couches travailleuses et des paysans pauvres s'est exprimée à maintes reprises d'une façon spectaculaire et elle est allée de pair avec une prise de conscience croissante des enjeux politiques.

Tout cela s'est traduit par une relance du rôle de la COB. Comme à ses heures les plus glorieuses, celle-ci n'est pas seulement une organisation syndicale qui regroupe l'écrasante majorité des travailleurs. Elle assume en même temps la défense des intérêts des travailleurs sur le terrain politique et, surtout au niveau local, elle apparaît comme un embryon de pouvoir alternatif. En fait, les locaux de ses directions départementales, par exemple dans une ville comme Santa Cruz, sont visités à longueur de journée par des délégations non seulement de travailleurs, mais plus généralement de citoyens qui posent des problèmes multiples, dont la solution semblerait beaucoup plus du domaine des autorités politiques que des directions syndicales. Qui plus est, les syndicats sont intervenus directement à plusieurs reprises, y compris par l'organisation de piquets, pour contrôler les prix et sanctionner des commerçants spéculateurs.

Face au gouvernement de l'UDP, après une première période d'attentisme, la COB a pris une attitude de contestation, voire d'opposition ouverte. Pour sa part, la FSTMB a mené la première bataille politique majeure en avançant la revendication de la cogestion ouvrière majoritaire dans les mines. Cette revendication allait aussi bien au-delà de la cogestion que du contrôle ouvrier basé sur le droit de veto, (que les mineurs avaient arraché dans les années 1950) et impliquait le droit des travailleurs à prendre en main la direction de l'entreprise. Elle a été soutenue par l'action directe des travailleurs, à savoir l'occupation de la Comibol. Au mois d'août, la direction de la COB a présenté un plan de mesures économiques. Elle a réclamé la participation prépondérante des travailleurs au gouvernement par le truchement de leur centrale syndicale, la cogestion ouvrière majoritaire dans les entreprises de l'Etat et para-publiques, le contrôle ouvrier sur l'industrie privée, la distribution et la commercialisation des produits alimentaires de base par les mécanismes de l'Etat, les travailleurs et les magasins populaires, le contrôle de l'Etat sur les stocks existants et leur commercialisation immédiate et directe, la cogestion paysanne majoritaire en ce qui concerne les programmes de développement rural dépendants de l'Etat, un moratoire de la dette extérieure, la création d'un Institut du commerce extérieur pour rationali-

ser, développer et contrôler les importations et les exportations. Indépendamment du flou de certaines formules et des intentions manœuvrières de certains dirigeants syndicaux, c'est là un programme de revendications transitoires. La lutte pour sa réalisation stimulerait une dynamique de mobilisation anticapitaliste.

L'évolution des masses paysannes et de leur organisation est encore plus significative. La réforme agraire de 1953 avait signifié l'élimination des grands propriétaires fonciers traditionnels et la distribution de terres aux paysans. Il est vrai que cela n'avait pas comporté une amélioration notable de leur niveau de vie, encore moins la solution réelle de leurs problèmes. Tout de même, les paysans avaient soutenu le régime du MNR de Paz Estenssoro qui avait pris ces dispositions et, par la suite, étaient restés dans leur majorité passifs lors des crises politiques les plus importantes. L'élément nouveau essentiel des dernières années réside dans le fait que, sous l'effet d'une paupérisation croissante et de la répression, les paysans ont enterré le pacte militaro-paysan. Comme date symbolique de ce tournant, qui aboutit à la fin de la prétendue alliance entre les militaires et les paysans, on peut citer la date de janvier 1974, lorsque Hugo Banzer fit massacrer des paysans dans la région de Cochabamba. Les paysans se sont organisés de plus en plus nombreux dans une confédération syndicale créée en 1979, la CSUTCB, et intégrée à la COB. Ils ont commencé à jouer de nouveau un rôle croissant dans les conflits sociaux et politiques. Le deuxième congrès de la CSUTCB a reflété très clairement la politisation de très larges couches paysannes et l'émergence de jeunes cadres dotés d'un esprit combatif très élevé. Certaines luttes paysannes ont déjà été des succès, le gouvernement ayant dû faire certaines concessions et des conquêtes importantes ayant été arrachées, dont l'application de la législation du travail à des catégories de travailleurs des campagnes qui en étaient auparavant exclues. Qui plus est, la CSUTCB a affirmé de la façon la plus explicite son autonomie par rapport au gouvernement et aux partis bourgeois, et revendiqué sa participation au cogouvernement en tant que force indépendante, au même titre que la COB (12).

10. Cela est allé de pair avec, entre autres, un accroissement de l'importance de la capitale. La manifestation la plus spectaculaire de cet accroissement fut le développement du quartier « El Alto », qui dépasse les 200 000 habitants, en majorité des ouvriers et des « marginaux ».

11. Un conflit s'est produit entre les fonctionnaires de l'Etat, qui exigeaient l'horaire de travail continu, et la COB, peu disposée à soutenir une catégorie qui apparaissait comme relativement privilégiée. Des prises de position opposées de la part de différentes organisations se sont aussi produites, par ailleurs, à propos des barrages de routes. Cette méthode de lutte a été adoptée non seulement par les paysans, mais aussi par d'autres catégories.

12. Les expériences douloureuses faites avec le MNR et les régimes militaires amènent, à vrai dire, les dirigeants et les cadres paysans à se méfier de toutes les formations politiques, y compris celles se réclamant du mouvement ouvrier et des idées révolutionnaires.

La signification de l'idée de cogouvernement, avancée aussi bien par la COB que par la CSUTCB, mérite d'être soulignée. La formule en tant que telle peut être discutée, et, si elle se traduit dans la pratique, personne ne saurait exclure à priori qu'elle ne débouche pas sur une forme de collaboration de classe. Il est vrai, par ailleurs, comme l'a rappelé pour ses propres raisons Juan Lechin, que l'idée n'est pas entièrement nouvelle. Elle avait déjà été avancée dans les années 1950 et en 1970-1971. Mais dans le premier cas, le résultat avait été la participation au gouvernement, comme représentants de la COB, de dirigeants de la gauche du MNR, et, dans le second cas, la COB avait soutenu sans y participer le gouvernement du général Juan José Torres. En d'autres termes, l'organisation des travailleurs avait renoncé à son indépendance de classe. Aujourd'hui, la revendication de cogouvernement implique surtout que la COB et la CSUTCB ne se considèrent pas comme représentées par l'UDP et le président Siles Suazo, mais qu'elles veulent représenter elles-mêmes, d'une façon autonome, les ouvriers et les paysans au gouvernement. Ainsi, elle contribue à une prise de conscience par les masses de la nature de classe des affrontements et des enjeux politiques et recèle, de ce fait, un potentiel anticapitaliste. Bourgeois boliviens et impérialistes l'ont d'ailleurs compris et ont violemment réagi lors de la crise d'août 1983.

#### PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE LA SITUATION ACTUELLE

La première question que l'on peut se poser est de savoir s'il existe, à l'heure actuelle, une situation pré-révolutionnaire en Bolivie. En partant des éléments d'analyse indiqués ci-dessus, et si l'on applique les critères traditionnels des marxistes révolutionnaires, on ne peut que répondre par l'affirmative. Il est incontestable, en effet, que la crise actuelle est sans précédent depuis 1952 et qu'elle tend à s'aggraver à tous les niveaux. Elle débouche sur une radicalisation et une politisation des masses qui marquent un progrès qualitatif par rapport à toute autre période.

Cette radicalisation et cette politisa-

tion se sont traduites par des actions et des prises de position des grandes organisations syndicales. Dans une large mesure, ces prises de position ont été cependant le résultat de pressions croissantes de la base, voire de véritables débordements. Ainsi, la direction de la COB a été constamment sous la pression de ses organisations de branches les plus importantes, dont la FSTMB et la Fédération des ouvriers de l'industrie. De sévères critiques lui ont été adressées, par exemple parce qu'elle aurait délibérément freiné les mobilisations de masses dans les semaines cruciales du mois d'août 1983. La FSTMB elle-même a été à plusieurs reprises débordée par ses structures syndicales de base. Déjà en octobre 1982, les mineurs avaient continué à faire grève, après même que la direction de la COB ait décidé de suspendre l'action. Plus récemment, en septembre 1983, la mobilisation a été relancée dans les mines, contre l'avis de Juan Lechin et indépendamment de toute décision de la direction nationale de la FSTMB, qui a même été accusée de vouloir isoler les dirigeants locaux des mineurs de Huanuni. Dans cette ville, une majorité s'est même exprimée contre la cogestion ouvrière majoritaire, de crainte qu'elle n'amène à la collaboration de classe, et les organismes de cogestion provisoire n'ont pas été mis sur pied. Il faut dire, toutefois, que cette majorité a été le résultat d'une convergence entre l'opposition d'extrême gauche et le PCB, ce dernier étant favorable à une forme de cogestion, mais hostile à la cogestion ouvrière majoritaire.

Cet article n'a certes pas la prétention de proposer une ligne d'orientation pour les marxistes révolutionnaires boliviens. Ces derniers, organisés dans le Parti ouvrier révolutionnaire unifié (PORU), ont défini leurs conceptions et orientations dans les textes adoptés par leur congrès d'unification du mois de juillet 1983 (13). Il nous paraît toutefois nécessaire de rappeler que, même à cette étape, subsistent dans le mouvement ouvrier deux conceptions erronées.

La première est celle défendue par le Parti ouvrier révolutionnaire de Guillermo Lora (POR-Lora), qui fait de la proclamation de la nécessité de la dictature

du prolétariat l'axe principal de sa politique actuelle, qui débouche donc sur un propagandisme dogmatique. La seconde est beaucoup plus dangereuse, dans la mesure où ceux qui la défendent, en premier lieu le PCB, ont, au contraire du POR-Lora, une influence de masse. Elle comporte une théorisation du « processus démocratique » dans une optique de révolution par étapes. C'est la justification idéologique qu'avance le PCB pour expliquer sa participation à l'UDP et au gouvernement de Siles Suazo.

Dans un débat sur l'« approfondissement du processus démocratique », l'un des dirigeants du PCB, Ramiro Barrechea a notamment décrit le « profil du projet populaire, démocratique, anti-impérialiste comme modèle étatique, qui répond aux exigences non seulement de la classe ouvrière, des paysans, des couches moyennes urbaines, mais aussi de larges secteurs de la bourgeoisie non dépendants de l'impérialisme ». Il s'agit, a-t-il précisé, d'un « programme partagé dans un pouvoir qui est aussi partagé » (14). Or, en partant de l'analyse d'une crise économique et sociale dont la profondeur n'est contestée par personne, la conclusion qui s'impose est la suivante : aucun changement réel ne pourra intervenir sans l'adoption de mesures comme la nationalisation des mines de dimension moyenne, des secteurs industriels-clé, des banques, des grands réseaux commerciaux, sans une nouvelle réforme agraire, sans la destruction d'un appareil d'Etat qui, même après les nationalisations d'avril 1952, est resté fondamentalement au service des classes dominantes et a exploité le secteur économique nationalisé au profit du secteur privé, national et international. Des transformations structurelles anticapitalistes s'imposent. Les luttes ouvrières et paysannes doivent donc être axées sur des revendications transitoires. C'est sur ce terrain, beaucoup plus que sur celui de la caractérisation de la nature de la révolution, que des précisions sont nécessaires.

Aussi bien les syndicats ouvriers que la confédération paysanne ont avancé des revendications qui représentent un progrès par rapport au passé. Mais, en dernière analyse, leur contenu réel sera déterminé par la dynamique d'ensemble de la mobilisation des masses populaires.

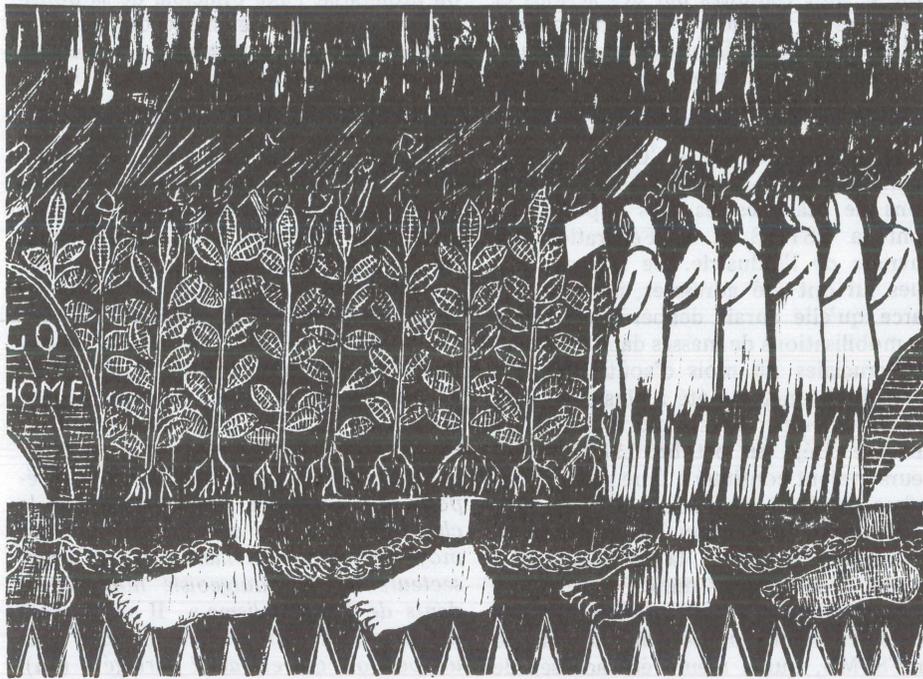
Par exemple, le projet de loi agraire fondamentale présenté par la CSUTCB est fondé sur la communauté paysanne de base. Or, si un tel projet se traduit dans la pratique par un gouvernement représentant les forces ouvrières et paysannes anticapitalistes, le caractère central de la communauté paysanne comportera une dynamique de marginalisation des entreprises capitalistes dont, en principe, le projet prévoit pourtant la survivance. Si, par contre, la nouvelle réforme agraire se réalise sans changement qualitatif du cadre socio-politique, l'agriculture capitaliste ne sera pas fondamentalement frap-



Les organisations de femmes ont participé à la grève de la faim. (DR)

13. Cf. *Inprecor* numéro 157 du 26 septembre 1983.

14. Cf. *Unidad*, organe du PCB, première semaine de mars 1983.



pée et la restructuration sur la base communautaire ne permettra pas aux paysans d'améliorer substantiellement leurs conditions d'existence. Quant à la cogestion majoritaire de la Comibol, elle recèle, elle aussi, des dangers. Si elle est conçue dans une optique de maintien du statu quo, elle restera soit lettre morte, soit elle risquera d'amener les mineurs ou leurs représentants à accepter une logique de productivité capitaliste, donc à accepter une politique d'austérité très sévère comme seule issue à la crise économique. Si, par contre, elle est conçue comme une revendication transitoire, les mineurs partiront du point de vue qu'il faut briser les obstacles représentés par le mode d'accumulation capitaliste et les choix socio-économiques imposés par les gouvernements bourgeois, y compris ceux du MNR des années 1952, et seront donc amenés à aborder le problème du pouvoir.

Finalement se pose la question de savoir par quels instruments les ouvriers et les paysans pourront lutter efficacement dans une perspective révolutionnaire de prise du pouvoir. Sur ce terrain, la contradiction traditionnelle entre la force des organisations syndicales et la faiblesse extrême des organisations politiques se réclamant du mouvement ouvrier n'a pas été surmontée. L'émergence de l'UDP comme pôle centralisateur de l'opposition ouvrière et paysanne, entre 1970 et 1980, avait pu faire croire qu'une phase nouvelle s'était ouverte en ce domaine. Mais l'UDP n'était qu'une coalition électorale de forces sociales différentes et, aujourd'hui, elle n'est pas considérée par la grande majorité des masses exploitées comme leur instrument de lutte réel.

Des courants politico-idéologiques ont avancé à plusieurs reprises l'idée que la COB pourrait diriger elle-même la lutte pour la prise du pouvoir. Une telle idée est par exemple esquissée par Filemon Escobar, dirigeant mineur qui pendant une longue période s'est réclamé du trotskys-

me, dans un article publié par l'hebdomadaire *Aquí*, de fin février 1983.

En d'autres termes, la COB pourrait jouer en même temps un triple rôle : son rôle propre de centrale syndicale, le rôle d'organe de dualité de pouvoir, et le rôle de parti révolutionnaire. C'est une hypothèse que, pour notre part, nous ne sommes pas disposés à accepter. Tout d'abord parce qu'aucune expérience de révolution victorieuse ne l'autorise. Toutes les révolutions ont démontré la nécessité d'un instrument de direction et d'organisation des masses spécifiquement politique. Ni la révolution cubaine ni la révolution nicaraguayenne ne constituent une exception en la matière. En second lieu, la COB avait une force comparable à celle dont elle dispose aujourd'hui dans la période qui a suivi l'insurrection de 1952 et en 1970-1971, à savoir en d'autres échéances cruciales de la lutte pour le pouvoir. Pourtant, non seulement elle n'a pas pris la tête de ces luttes, mais elle s'est même avérée incapable d'empêcher la reconstruction de l'Etat semi-colonial et l'instauration du régime autoritaire du général Banzer. Le 29 avril 1980, la COB signait un pacte de non-agression avec l'état-major militaire, pacte qui constituait un engagement commun à respecter le verdict des élections de juin 1980, l'activité de la COB et les institutions militaires. Pourtant, cela n'a pas empêché le coup d'Etat du général Garcia Meza du 17 juillet.

Le problème se pose encore plus concrètement. En règle générale, la COB a adopté des orientations politiques reflétant, en dernière analyse, celles des partis dont les membres jouaient un rôle décisif dans sa direction, à tour de rôle le MNR, des formations centristes, et le PCB. Actuellement, la majorité de cette direction appartient au PCB, qui a un poids très grand y compris dans la FSTMB. Il est vrai qu'indépendamment de la composition de la direction, c'est Juan Lechin qui a joué un rôle majeur dans la conduite de

la COB. Mais, justement, Lechin n'est pas un nouveau-né. Faut-il rappeler ce qu'il a fait dans les années 1950, lorsqu'il était encore membre du MNR, pour canaliser et freiner les luttes révolutionnaires ; qu'il a ensuite même été vice-président de la République en 1960, en pleine « normalisation » menée par le régime du MNR ; qu'en 1970-1971, il a appuyé le gouvernement du général Torres ; qu'en 1980, après avoir accepté d'être le candidat d'un front d'organisations ouvrières pour les élections de juin, il s'en est retiré à la dernière minute ; qu'en juillet 1980, il a même accepté d'apparaître à la télévision pour appeler les travailleurs à mettre fin à la grève contre le coup d'Etat du général Garcia Meza. Le leader des paysans, Genaro Flores, sans avoir le palmarès peu brillant de Lechin, n'est pourtant pas non plus un personnage sans ambiguïté politique. Il est l'expression de l'esprit combattif des paysans et il a pesé sur l'adoption des orientations positives actuelles de la CSUTCB, mais il continue d'être membre du Mouvement révolutionnaire Tupac Katari (MRTK), un mouvement aux conceptions réformistes gradualistes.

En conclusion, il n'est pas question de contester ou de minimiser le rôle que la COB a joué au cours des derniers mois et va continuer à jouer dans la prochaine étape de la mobilisation des masses, mais il n'en découle pas pour autant que la tâche de construction du parti révolutionnaire ne se pose plus. Les marxistes révolutionnaires boliviens la considèrent, au contraire, plus urgente que jamais.

Le congrès de la COB, qui s'ouvrira le 1er mai prochain, constituera donc une échéance importante. La COB peut et doit jouer un rôle central dans l'organisation et la centralisation des luttes des ouvriers, des paysans et des autres couches exploitées des masses populaires pour leurs revendications immédiates et pour des objectifs transitoires, de même que dans la construction d'organismes de pouvoir populaire et, ce qui n'est pas moins important, dans l'organisation de l'auto-défense contre toute menace de coup d'Etat militaire. Mais elle ne pourra accomplir ces tâches qu'en surmontant ses faiblesses et ses contradictions. Elle doit notamment se donner des structures et un mode de fonctionnement permettant à tout moment l'expression démocratique de la volonté de sa base. Elle doit aussi renouer sa direction par la promotion de cadres ayant fait leurs preuves dans les luttes de ces dernières années et capables de rompre avec tout ce qu'il y a de négatif dans les traditions de la COB. Cela implique notamment de lutter contre le spontanéisme, le flou organisationnel, un maximalisme revendicatif masquant, d'une part, l'absence d'une orientation révolutionnaire conséquente et, d'autre part, le hiatus entre les déclarations verbales des dirigeants et leur pratique réelle. Cela signifie aussi se donner les moyens de pallier à l'impréparation du mouvement ouvrier face aux affrontements décisifs. ■

Livio MAITAN,  
31 janvier 1984.

## La mobilisation des masses et le processus électoral

NON content d'essayer d'isoler la révolution sandiniste par un boycott économique et diplomatique, l'impérialisme américain entreprend des actions dont la dimension militaire est de plus en plus importante. Le rapport de la commission présidée par Henry Kissinger sur l'Amérique centrale vient rappeler à la fois l'« inévitabilité » d'une intervention américaine au Salvador, et l'analyse suivant laquelle, pour les Etats-Unis, « l'utilisation du Nicaragua comme une base pour les efforts soviétiques et cubains de pénétration dans le reste de l'isthme centro-américain, avec le Salvador comme premier objectif, donne au conflit une dimension stratégique majeure » (1).

C'est donc dans un contexte d'aggravation des dangers d'intervention impérialiste qu'il faut replacer une série de décisions récentes de la Junta de gouvernement de reconstruction nationale (JGRN) et du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), comme l'amnistie offerte aux Miskitos ayant participé à des actions contre-révolutionnaires, l'accélération de la remise des terres aux paysans dans les derniers mois de l'année 1983, et l'annonce de la tenue d'élections pour une Assemblée constituante, un président et un vice-président de la République pour le 4 novembre 1984.

Claude DEVILLIERS

La question des populations de la côte Atlantique du Nicaragua, Miskitos, Sumos, Ramas et Criollos (au total 250 000 personnes, dont environ 150 000 Miskitos), a constitué un cheval de bataille idéologique important de la propagande impérialiste contre le régime sandiniste, accusé de vouloir les exterminer. Parallèlement, les « contras » firent beaucoup d'efforts pour se doter d'une base d'appui parmi ces populations. Tout d'abord en ralliant quelques chefs traditionnels de ces communautés villageoises, puis en organisant systématiquement l'enlèvement de populations entières et leur déportation vers le Honduras.

### AMPLE AMNISTIE POUR LES MISKITOS

Le risque fut alors grand d'un véritable divorce entre les populations de la côte Atlantique embrigadés par la « contra » et le processus révolutionnaire. D'autant que les dirigeants sandinistes s'étaient trouvés dès le début un peu pris au dépourvu par la complexité des problèmes pour insérer des populations, très attachées à leurs traditions, dans le processus de la révolution et les structures de mobilisation de masse créées dans le reste du pays. Les faibles niveaux de conscience politique et d'engagement dans la lutte anti-somoziste, les spécificités culturelles et linguistiques, les particularités d'une région laissée pour compte et isolée sous la dictature de Somoza, la pauvreté d'une population longtemps utilisée par les compagnies impérialistes pour l'exploitation du bois, de l'or et de la banane puis abandonnée lorsque cela ne s'avéra plus rentable, tous ces éléments ont contribué à singulariser l'attitude des populations de la côte Atlantique vis-à-vis de la

révolution sandiniste. L'impréparation des dirigeants sandinistes provoqua des erreurs initiales dans les prises de contact avec la réalité de cette région, erreurs que le FSLN reconnut rapidement et rectifia ensuite (2). C'est ce qu'expliquait récemment encore le commandant Sergio Ramirez, en précisant : « Nous payons les nombreuses erreurs que nous avons commises. Les Miskitos ne sont pas très nombreux. Leur isolement, leur arriération étaient traditionnels. Il faut d'abord changer leur conscience, leur apprendre les techniques nouvelles sans les brusquer, en respectant les différences. Alors, les choses changeront d'elles-mêmes. Mais nous pensons que les Miskitos sont des Nicaraguayens comme les autres, et nous ne pouvons accepter qu'ils vivent en dehors de la révolution. Il suffit de trouver un équilibre. » (3)

La révolution sandiniste peut aujourd'hui se targuer d'un bilan largement positif sur cette question. Les populations de la côte Atlantique ont déjà bénéficié d'une série d'acquis sociaux, comme l'alphabétisation, le rétablissement de leur organisation villageoise traditionnelle, la distribution de terres fertiles par la réforme agraire qui leur a permis d'accroître leur revenu et d'améliorer leurs récoltes en 1983. Les Miskitos déplacés par le FSLN en décembre 1981 de la région des combats proches de la frontière hondurienne vers l'intérieur du pays, affirmait récemment Sergio Ramirez, « vivent mieux et sont plus heureux ; ils préfèrent rester dans leurs nouveaux campements », où ils peuvent bénéficier plus facilement de toute une série d'avantages sociaux (commodités sanitaires, médecins, écoles) auxquels l'isolement traditionnel ne les avait pas habitués (4). Ce bilan se concrétise aussi par la diminution de l'importance, pour les « contras », du front de guerre de la côte Atlantique, ce qui

représente une nette victoire militaire des forces sandinistes.

Des décrets édictés les 2 et 4 décembre derniers prévoient l'amnistie pour « les citoyens nicaraguayens d'origine Miskitos qui ont commis des délits contre l'ordre et la sécurité publiques ou n'importe quel autre délit connexe, entre le 1er décembre 1981 et cette date, dans le département de Zelaya Nord ». Cela peut s'appliquer aussi bien aux personnes qui se trouvent en prison, qu'elles aient été jugées ou non, en liberté à l'intérieur du pays, ou réfugiées à l'étranger. Les considérants politiques qui accompagnent cette décision illustrent bien la démarche du FSLN. L'un d'entre eux précise que c'est « l'état d'agression contre-révolutionnaire auquel leur région a été soumise, son sous-développement séculaire, l'exploitation, et le retard dans le domaine des communications, qui ont fait de ces populations les victimes faciles de la manipulation, de la mystification et de la soumission par la terreur aux bandes contre-révolutionnaires » (5). Cette analyse, et les mesures qui en ont découlé, représentent une démonstration de force politique du régime sandiniste. Pour en prendre toute la mesure, il faut bien apprécier la situation d'agression impérialiste dans laquelle se trouve le Nicaragua actuellement.

Des centaines de Miskitos ont déjà bénéficié de cette amnistie, soit en rentrant du Honduras, soit en étant libérés par les sandinistes. D'ailleurs, face au désir affiché par certaines de ces populations de revenir au Nicaragua, les « contras » ont entrepris de nouveaux raids pour enlever des Miskitos, notamment dans la communauté de Francia Sirpe, le 20 décembre, et commis des massacres, comme celui des 200 Miskitos du campement de Mokoron au Honduras, assassinés le 6 janvier, alors qu'ils tentaient de regagner le Nicaragua.

Le bénéfice politique de cette décision pour la révolution semble donc largement positif, même comparé au risque que cette amnistie soit mise à profit par la « contra » pour essayer de s'infiltrer « légalement » au Nicaragua, ou que l'opposition bourgeoise tente de polariser politiquement ces populations à ses côtés. Car les dirigeants sandinistes sont conscients du fait que le problème de la désynchronisation des rythmes d'engagement dans la révolution, liée à la diversité sociale, politique et culturelle des masses populaires nicaraguayennes et au poids social des couches non prolétariennes, ne pourra être totalement résolu par la seule amnistie. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Sergio Ramirez, pour qui « l'amnistie a déjà donné des résultats. Bon nombre de

1. Cité par *Intercontinental Press*, New York, 6 février 1984.

2. Cf. *Inprecor* numéro 155 du 18 juillet 1983.

3. *Le Monde*, 15 février 1984.

4. *Idem*.

5. *Barricada*, 2 décembre 1983.

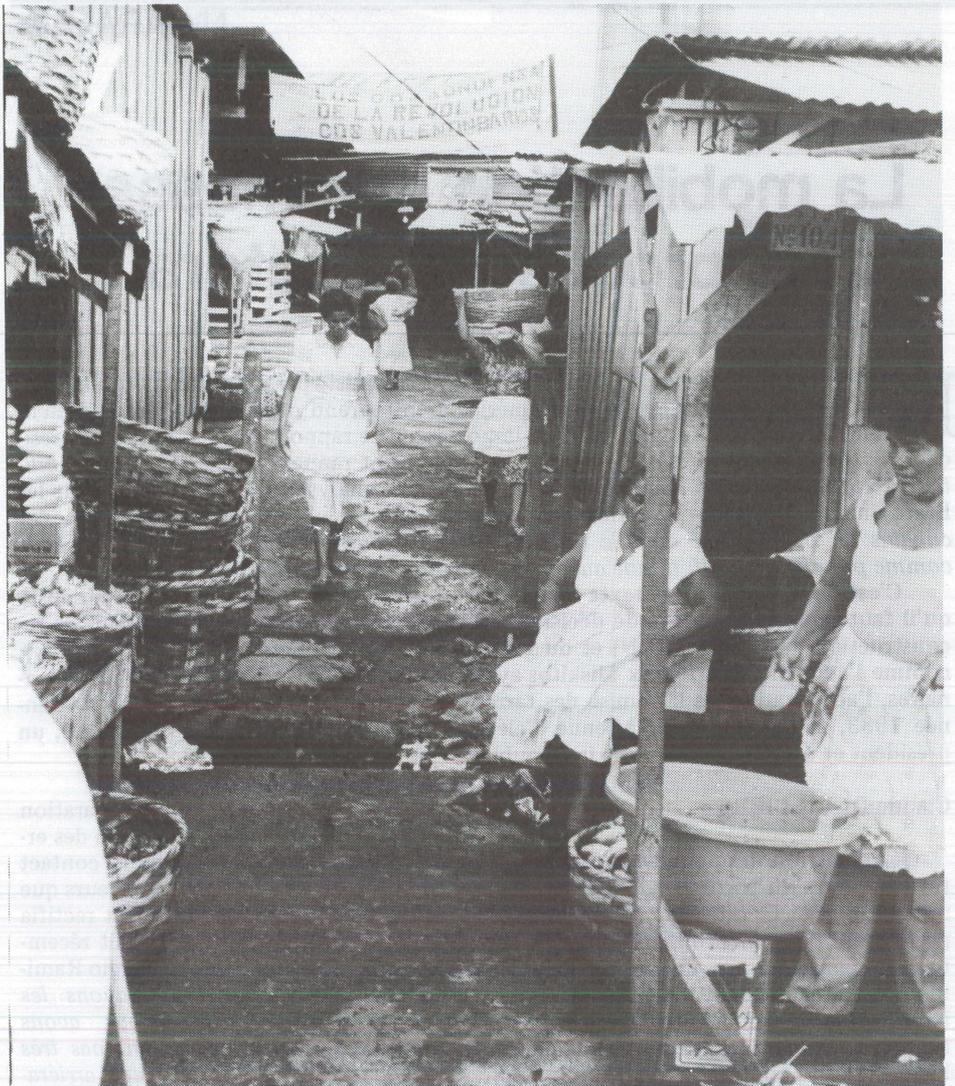
Miskitos reviennent, mais l'amnistie ne suffira pas » (6).

Sous un autre registre, celui de la réforme agraire, le poids social des couches paysannes et la propagande « contra » en leur direction ont amené la direction sandiniste à reconnaître l'« inaliénabilité » des terres distribuées aux paysans, y compris celles des « producteurs patriotes qui respectent la révolution ». En effet, la « contra » s'était servie d'une phrase contenue au bas des titres d'attribution des terres de la réforme agraire, qui stipulait que la terre était la propriété de l'Etat, pour mener sa propagande anti-gouvernementale. D'un autre côté, la possibilité de la cession des titres de réforme agraire est discutée, ainsi que les limites précises à imposer aux achats éventuels pour éviter la reconstitution de grands domaines fonciers.

### L'ACCÉLÉRATION DE LA RÉFORME AGRAIRE

L'accélération, durant les derniers mois de l'année 1983, des remises de terres aux paysans dans une période d'agression ouverte, est un autre défi relevé par la révolution sandiniste. En 1978, 5 % des propriétaires terriens occupaient 41 % des terres cultivables avec des exploitations de plus de 350 hectares, tandis que 70 % des producteurs agricoles occupaient 2 % des terres cultivables sur des lopins de moins de 7 hectares, et qu'un tiers de la population active, soit 80 000 familles, se trouvait sans terre et sans emploi (7). La réforme agraire devait donc répondre aux besoins en terre de ces deux dernières catégories de population agricole.

Les premiers décrets confisquèrent les terres de Somoza, puis celle des somozistes immédiatement après la chute de la dictature. Dans cette première phase, un peu plus d'un million d'hectares, soit 20 % des terres cultivables, constituèrent l'Aire de propriété populaire (APP) et furent redistribuées sous la forme d'entreprises d'Etat, la majorité des anciennes propriétés étant en effet des grandes plantations de canne à sucre ou de café que les sandinistes ne voulurent pas démembrer. L'Etat prenait ainsi le contrôle d'un secteur stratégique de l'économie. La seconde phase de la réforme agraire, initiée par le décret de juillet 1981 expropriant les terres abandonnées, en friche ou sous-utilisées, commença à répondre aux revendications démocratiques d'accès à la petite propriété terrienne de nombreux paysans sans terre. A la fin de l'année 1983, plus de 350 000 hectares avaient donc été expropriés et distribués à 22 000 familles paysannes, sous forme individuelle ou coopérative. Cela a déjà profondément transformé la structure de la propriété terrienne, puisque les grands propriétaires ne possèdent plus que 12 % des terres cultivables, contre 41 % en 1978, et que les petits propriétaires ont obtenu 65 % de terres cultivables supplémentaires par rapport à 1978. Ce mouvement de distribution de la terre s'est considérablement accéléré au cours des derniers mois de l'année 1983,



Bidonville au Nicaragua (au fond, une banderole sandiniste). (DR)

dans ce que l'on peut considérer comme la troisième phase de la réforme agraire. Pendant la seule année 1983, ce sont 250 000 hectares de terre, soit deux fois et demi de plus que la superficie cultivable distribuée entre octobre 1981 et 1982, qui ont été distribués aux paysans. Les terres ainsi distribuées au cours des 41 derniers jours de l'année dernière représentent l'équivalent de 30 % du total des terres remises aux paysans depuis octobre 1981. Certes, sur les 250 000 hectares de terres distribués en 1983, seulement 175 000 proviennent de terres expropriées, le reste provenant des surfaces de l'APP, dont il est prévu d'en distribuer encore aux paysans durant l'année 1984.

On peut néanmoins affirmer que l'année 1983 a été, malgré la guerre impérialiste menée contre le Nicaragua, celle d'un pas décisif dans l'accomplissement de la réforme agraire. D'autant que cette distribution de terres s'est aussi accompagnée d'un moratoire sur les dettes contractées envers l'Etat par plus du tiers des coopératives paysannes et des paysans individuels.

Durant l'année à venir, il est envisagé de distribuer encore plus de terres que pendant l'année 1983. Le coordinateur de la commission politique du FSLN, le

commandant Bayardo Arce, a ainsi annoncé que les terres distribuées atteindront près de 500 000 hectares au cours d'un programme qui devait démarrer le 18 février dernier, avec des dons de 35 000 hectares à des paysans de la zone de Palacaguina, dans le département de Madriz, au nord du pays. Fin 1984, c'est ainsi un million d'hectares, dans un pays dont la superficie totale est de 130 000 km<sup>2</sup>, qui devront être distribués aux paysans. (Agence Nueva Nicaragua, Paris, 23 février 1984).

Cette accélération de l'application de la réforme agraire s'est doublée d'un accroissement de la mobilisation des masses et de leur intervention politique à la faveur des débats au sein du Conseil d'Etat. Le 9 décembre dernier, le commandant Jaime Wheelock affirmait : « Nous avons plus de 600 000 militants dans les organisations populaires. Je crois que le Front sandiniste est l'organisation politique la plus forte du Nicaragua. Et, peut-être, du point de vue de la puissance morale et politique, la plus forte qu'il y ait jamais

6. *Le Monde*, 15 février 1984.

7. Ces chiffres sont extraits de *Nicaragua aujourd'hui*, un télé hebdomadaire de l'Institut historique centro-américain (IHCA) de Managua, du 29 janvier 1984.

eu au Nicaragua et en Amérique centrale. » (8) Les chiffres d'affiliés aux différentes organisations de masse sont effectivement impressionnants pour ce pays de 3 millions d'habitants : 40 000 pour l'Association des travailleurs de la campagne (ATC), 90 000 pour la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), 70 000 pour l'Association des femmes nicaraguayennes Luisa Armanda Espinoza (AMNLAE), 30 000 pour la Jeunesse sandiniste du 19 juillet (JS-19), dont plusieurs milliers participent aux brigades volontaires de la récolte de coton, 500 000 pour les 12 000 Comités de défense sandiniste (CDS), et 70 000 pour l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) (9). Cette mobilisation s'exprime aussi sur le front militaire par l'organisation des Milices populaires sandinistes (MPS), qui regroupent 80 000 personnes sur une base volontaire, tandis que 10 000 à 15 000 autres font partie des bataillons de réserve, et que se met en place un service de conscription militaire, le Service militaire patriotique (SMP), le tout, aux côtés d'une Armée populaire sandiniste (EPS) de 20 000 à 25 000 soldats.

Ces chiffres bruts ne donnent pourtant pas une idée suffisante de la mobilisation populaire au Nicaragua. Celle-ci s'est aussi exprimée par l'intervention des organisations de masse dans les débats au sein du Conseil d'Etat, comme l'a fait l'AMNLAE lors de la discussion de la Loi sur l'éducation, en octobre 1982, pour réclamer la prise en compte des droits des mères célibataires, ou encore lors du débat sur le Service militaire patriotique, pour réclamer que soit accordé aux femmes volontaires le droit de participer au service national actif, dont le projet de loi les avait initialement exemptées. Le Conseil d'Etat est donc non seulement un lieu de représentation des organisations de masse des travailleurs, mais aussi le lieu d'un débat politique réel autour des différentes lois proposées. C'est cet acquis politique qui doit pouvoir se retrouver dans l'Assemblée constituante issue des premières élections démocratiques qui se tiendront dans ce pays. C'est bien comme cela d'ailleurs que les masses populaires organisées du Nicaragua envisagent les élections du 4 novembre prochain.

## LE PROCESSUS ÉLECTORAL ET LA MOBILISATION DES MASSES

Les premiers décrets annonçant les élections simultanées d'un président et d'un vice-président de la République au suffrage universel, et d'une Assemblée de 90 membres au scrutin proportionnel régional, pour une durée de 6 ans, ont été publiés au début de décembre dernier. Ils attribuent à l'Assemblée une fonction constituante dans les deux premières années de son mandat, et législative ensuite, et écartent du droit de vote et d'éligibilité les responsables d'organisations contre-révolutionnaires, les condamnés, les partisans d'un retour à un régime somoziste ou assimilé, et ceux qui font appel à une intervention étrangère au Nicaragua. La majorité électorale est fixée à 18 ans. Le

21 février dernier, date du 50e anniversaire de l'assassinat d'Augusto César Sandino, le « général des hommes libres », et journée nationale de mobilisation des CDS, la date des élections était officiellement annoncée pour le mois de novembre 1984.

Plusieurs éléments montrent que la direction sandiniste entend aussi, au travers de ce processus électoral, faire momentanément reculer les risques d'une intervention militaire directe de l'impérialisme. Le choix même de la date, deux jours avant les élections américaines, pourrait être interprété ainsi. Tout comme la déclaration du commandant Humberto Ortega, suivant laquelle « le processus électoral ne peut être isolé des développements en Amérique centrale et des agressions perpétrées contre nous par les Etats-Unis et le Honduras » (10), ou encore la décision du Conseil d'Etat, du 4 janvier, d'ajourner *sine die* la discussion du projet de loi sur l'organisation des élections à la suite des raids aériens des « contras » effectués la veille, à partir du Honduras, et revendiqués par les Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN). Dès le 6 janvier, le Conseil d'Etat revenait sur cette décision. A plusieurs reprises, les dirigeants sandinistes ont tenu à préciser que le déroulement des élections pouvait être remis en cause en cas d'agression ou de bombardements aériens. Mais, et Sergio Ramirez l'a déclaré encore récemment, le FSLN est conscient « que Washington ne songe qu'à une solution militaire (et que) les Etats-Unis n'accepteront jamais la légitimation du pouvoir sandiniste par les élections » (11).

L'opposition bourgeoise intérieure a immédiatement pris ses distances d'avec des élections qu'elle n'avait pourtant cessé de réclamer auparavant, en regrettant notamment que la loi électorale « interdise expressément la participation aux élections des dirigeants politiques qui sont hors du pays » (12). La Coordination démocratique « Ramiro Sacasa » — qui regroupe les partis bourgeois d'opposition (Parti libéral constitutionnel-PLC, Parti social-démocrate - PSD, Parti social-chrétien - PSC), le Cosep (Conseil supérieur des entreprises privées), ainsi que deux centrales syndicales, la Centrale des travailleurs du Nicaragua (CNT) et la Centrale d'unification syndicale (CUS) —, a mené bataille autour des axes suivants : la séparation de l'Etat et du parti, une amnistie pour « tous » les Nicaraguayens, le droit de vote pour les somozistes, la majorité électorale à 21 ans, le refus du droit de vote aux militaires, et la tenue séparée des élections à l'Assemblée et à la Présidence... Pour l'instant, l'opposition bourgeoise s'oriente donc vers un boycott des élections, bien que cette position soit l'objet d'un débat en son sein.

En réaction à ces positions, les organisations de masse se sont mobilisées. De nombreux articles publiés dans *Barricada*, organe du FSLN, ont d'ailleurs rendu compte de ces réactions populaires. Les élections y sont généralement présentées comme une institutionnalisation de la révolution, « une bataille de plus que le

peuple doit livrer pour légaliser le pouvoir conquis le 19 juillet 1979 ». Un reportage publié dans *Barricada* du 26 janvier, donnait une large place aux réactions de travailleurs affirmant : « Je ne veux pas d'élections, nous sommes bien ainsi », ou encore : « Je crois que les élections sont une manière de renforcer encore plus la révolution. Nous, les travailleurs, allons répondre à la bourgeoisie en appuyant le Front sandiniste. » Les réactions aux prévisions de la bourgeoisie sont généralement cinglantes. Sur le droit de vote des militaires, on peut souvent lire des déclarations comme celle-ci : « J'ai trois années de participation à la réserve, sans compter la guerre de libération. Comment se pourrait-il que nous n'ayons pas le droit de vote, alors que nous sommes ceux qui avons fait la révolution, que nous sommes le peuple ? » (13). A la demande bourgeoise d'un contrôle extérieur, une dirigeante syndicale locale de la CST répondait : « Une surveillance étrangère est une offense » pour un peuple qui a fait la révolution (14).

La loi électorale est d'ores et déjà un enjeu politique important pour les masses nicaraguayennes organisées et leur direction, le FSLN. Le secrétaire général de la CST annonçait, le 19 janvier dernier, l'organisation « d'une mobilisation nationale de la classe ouvrière pour garantir que le projet de loi électorale au Nicaragua soit conforme à la réalité que nous espérons. »

De leur côté, les Jeunesses sandinistes mènent campagne pour que le droit de vote soit ramené à l'âge de 16 ans. Le 31 janvier, lorsque 600 responsables des CDS de la capitale ont discuté de cette question à Managua, ils en sont arrivés à la conclusion que l'âge électoral pouvait être ramené à 15 ans. Des manifestations de jeunes ont eu lieu sur ce thème, et la JS-19 a lancé une pétition pour obtenir le droit de vote pour les jeunes de 16 à 17 ans sous le titre de : « Nous construisons le pays, nous voulons voter. » Finalement, le Conseil d'Etat devra à nouveau débattre de cette proposition à l'avenir. La façon dont les masses populaires abordent cette échéance montre donc très clairement leur détermination à ne pas se laisser déposséder de la moindre parcelle de pouvoir. C'est très clairement ce qu'exprimait le secrétaire général de la CST, lorsqu'il affirmait : « Avec ces élections, nous allons institutionnaliser le pouvoir des travailleurs, (...) nous allons garantir que pas une seule entreprise ne soit retirée des mains du peuple, ni une usine, ni une banque, ni un pouce de terre. Nous allons garantir que la bourgeoisie ne revienne jamais au pouvoir. » (15). ■

Claude DEVILLIERS,  
23 février 1984.

8. *Intercontinental Press*, 20 février 1984.

9. *Barricada*, 26 décembre 1983.

10. *Le Monde*, 7 février 1984.

11. *Le Monde*, 15 février 1984.

12. *La Prensa*, 17 janvier 1984.

13. *Barricada*, 26 janvier 1984.

14. *Idem*, 17 janvier 1984.

15. *Idem*, 19 janvier 1984.

# Les réactions syndicales aux nouvelles attaques du gouvernement de Margaret Thatcher

UNE nouvelle attaque de grande ampleur a été lancée par le gouvernement de Margaret Thatcher contre les droits des 10 millions de syndicalistes britanniques. Des lois, dont l'adoption est prévue pour 1984, vont être édictées dans le but d'affaiblir radicalement les liens entre les syndicats et le Parti travailliste. La législation déjà introduite par les conservateurs (*Tories*) depuis qu'ils sont au gouvernement (1979), va être utilisée pour décimer les effectifs des syndicats par la destruction du système du *closed shop* (monopole syndical sur l'embauche, très largement en vigueur, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé).

Le mouvement syndical, dirigé par le TUC (Trade Union Congress, confédération syndicale unique, à laquelle sont affiliés la quasi-totalité des syndiqués), n'est guère en état de résister. Lors de la première épreuve de forces sérieuse, véritable test de la nouvelle législation syndicale, le Syndicat des imprimeurs de l'Association graphique nationale (NGA), a subi, en décembre dernier, une défaite cinglante de la part du gouvernement. Loin de tirer des leçons de cette expérience, la majorité des directions syndicales ont maintenant adopté une nouvelle stratégie qui vise au compromis avec les conservateurs, et emprunte la voie du « syndicalisme corporatif » de style nord-américain.

Une polarisation accrue entre les ailes droite et gauche de la bureaucratie syndicale apparaît cependant en réaction à cette politique de capitulation. A la base des syndicats, les courants qui forment ce qu'on appelle la Gauche large (*Broad Left*) obtiennent un soutien croissant pour leur programme de réforme syndicale et se lient avec la gauche du Parti travailliste. Dès lors, cette année sera une période d'expériences décisives pour cette nouvelle gauche. 1984 pourrait en effet être l'année qui verra le mouvement syndical britannique subir les changements les plus fondamentaux des cinquante dernières années.

Steve ROBERTS

Le chômage de masse a toujours été un puissant instrument, pour les gouvernements conservateurs, dans leurs batailles contre les syndicats. Même en utilisant des statistiques officielles, qui sous-estiment le chiffre véritable du nombre de chômeurs d'au moins un million, le chômage est passé de 1,2 million de personnes en mai 1979, lorsque Margaret Thatcher est arrivée au pouvoir, à 3,2 millions en décembre 1983. Le niveau des luttes économiques a décliné en proportion égale, passant de 29,5 millions de journées de travail chômées pour fait de grève, en 1979, à 3,6 millions en 1983 (cf. tableau ci-dessous).

Année	Nombre de journées perdues pour fait de grève (en millions)
1979	29,5
1980	12,0
1981	4,3
1982	5,3
1983	3,6

Le niveau des effectifs syndicaux a chuté de son point maximal de 12,2 millions en 1979 à moins de 10 millions aujourd'hui. Mais les effets de la situation au niveau de la base organisée des syndicats ont été encore plus drastiques. Le nombre des *shop stewards* (représentants syndicaux élus sur chaque lieu de travail par les ateliers) a baissé de 130 000 à

80 000 dans le secteur industriel pendant la même période. Le nombre de *shop stewards* qui travaillent comme permanents dans leur section syndicale est tombé de 4 000 à 2 000. A British Leyland, où la force de travail a été réduite de près d'un tiers, soit d'environ 100 000 personnes, et où le nombre des *shop stewards* a chuté de 50 %, la direction a réussi à augmenter la productivité, qui est passée de 6 voitures par an et par travailleur en 1979 à 40 voitures en 1983.

Mais, malgré tout cela, les conservateurs n'ont pas, jusqu'à présent, réussi à détruire la force organisationnelle fondamentale du mouvement syndical. La proportion des travailleurs syndiqués était de 52 % en 1979. Elle n'a décliné que marginalement, pour atteindre son niveau actuel de 49,6 %. Cela est largement dû à l'afflux continu de nouvelles adhésions de femmes travailleuses.

Le niveau de vie de ceux qui ont un travail a augmenté de 7 % au cours des quatre dernières années, tandis que l'horaire hebdomadaire de travail, qui reste l'un des plus longs de l'Europe occidentale, a été réduit en moyenne de deux heures, la semaine de travail passant de 46 à 44 heures pour les travailleurs manuels de sexe masculin. Ce dernier chiffre est davantage attribuable aux effets de la récession qu'à des victoires obtenues dans l'établissement des conventions collectives. La moyenne des revenus des familles prises dans leur ensemble a cependant chuté de 2 % au cours des quatre derniè-

res années. Mais cela ne veut en aucun cas dire que la classe ouvrière britannique a subi une défaite comparable dans ses effets à celle qui a suivi la grève générale de 1926, qui est le terme de comparaison traditionnel pour mesurer la santé ou le mauvais état du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne.

## LA NOUVELLE ATTAQUE DES CONSERVATEURS

C'est justement ce genre de défaite que les conservateurs voudraient infliger aux syndicats dans la période qui s'étend jusqu'aux prochaines élections générales, prévues en 1988. Ils ont deux objectifs principaux. Le premier est de restreindre radicalement le droit des syndicats à organiser leurs propres activités politiques dans le cadre du Parti travailliste, indépendamment des partis bourgeois. Le second est de réduire le nombre d'adhérents des syndicats à la moitié du chiffre actuel.

Les conservateurs et le patronat utilisent de plus en plus le système législatif pour arriver à leurs fins. Les deux décrets votés au Parlement sous le précédent mandat de Thatcher ont eu les effets suivants :

- restriction du droit des piquets de grève réduisant à six le nombre de personnes constituant un piquet ;

- suppression de l'immunité légale pour les actions de solidarité des syndicats, soit dans le cas où les travailleurs en lutte font un piquet de grève pour une autre branche, ou devant des établissements fournisseurs ou clients de leur propre entreprise, soit encore lorsque les travailleurs mènent une action de solidarité en soutien à d'autres grévistes ;

- mise hors-la-loi du système du *closed shop*, selon lequel il faut être membre du syndicat pour obtenir un travail dans certains secteurs ;

- responsabilisation et pénalisation financière des syndicats et de leurs dirigeants jusqu'à des sommes pouvant atteindre 250 000 livres (3 millions de francs) en paiement de dommages à quiconque veut bien proclamer qu'il a subi une perte à cause d'une forme ou l'autre d'activité syndicale.

Tous ces aspects de la politique des conservateurs vis-à-vis des syndicats ont été clairement exposés pendant le conflit entre l'Association graphique nationale (NGA) et le groupe de presse Stockport Messenger. La lutte entre l'un des syndicats les plus puissants et les plus riches du TUC et un patron de presse particulièrement combatif fut considérée, à juste titre, comme une pierre de touche dans la confrontation entre les syndicats et le gouvernement.

Il faut analyser ce conflit dans le cadre général des tentatives faites par tous les propriétaires pour introduire de nouvelles technologies dans la presse. La résistance largement victorieuse des syndicats aux effets des changements introduits dans les techniques de travail a fait des patrons de presse l'un des secteurs du pa-

tronat les plus déterminés à réclamer l'abolition du monopole syndical de l'embauche. Aussi, lorsqu'Eddie Shah, un groupe de patrons de journaux du nord-ouest de l'Angleterre, a décidé de licencier six de ses employés appartenant à l'Association graphique nationale, les secteurs les plus agressifs de la classe capitaliste se sont-ils rangés à ses côtés et lui ont apporté leur complet soutien à travers l'organisation patronale de droite appelée Institute of Directors.

Eddie Shah a embauché des jeunes pour remplacer les travailleurs licenciés, tandis que des piquets syndicaux massifs comprenant jusqu'à 4 000 militants se sont affrontés à la police à la porte de l'entreprise. Le NGA fit appel à la confédération syndicale pour être soutenu par des actions dans la ligne de la politique syndicale antérieure. Mais aussi bien le TUC que la direction du Parti travailliste refusèrent de soutenir le NGA au-delà des limites légales. Les piquets syndicaux et les actions de solidarité organisés par le NGA pendant cette lutte se situaient en dehors des termes des lois sur l'emploi adoptées en 1980 et 1982. Toutes les actions entreprises par le NGA en vue de sa propre défense se trouvèrent exclues du cadre de soutien imposé par les dirigeants du Parti et du TUC. Le NGA céda et le gouvernement a pu se glorifier d'une fautive victoire.

Le second front sur lequel le gouvernement a attaqué l'organisation syndicale au cours des derniers mois a été celui du droit de grève dans les prétendus « services essentiels ». Bizarrement, le terrain choisi par le gouvernement pour commencer ses attaques contre les syndicats du service public, comme la santé, les pompiers, l'électricité et autres, fut le centre secret de télécommunications de Chelten-

ham. Les 7 000 employés du centre se sont vus interdire d'adhérer au syndicat, « dans l'intérêt de la sécurité nationale ». On a offert à ces travailleurs 1 000 livres (12 000 francs) pour les inciter à abandonner leurs droits. Ceux qui n'accepteront pas doivent être mutés dans d'autres services publics ou licenciés.

Les dirigeants du TUC ont bien vu que ces décisions gouvernementales avaient des implications plus générales pour tous les syndiqués du secteur public. Après l'annonce de ces mesures, des milliers de fonctionnaires d'autres secteurs se sont mis en grève pour protester contre la décision du gouvernement. Cependant, sans appeler à aucune riposte, les dirigeants du TUC ont proposé au gouvernement une clause de « non-grève », en échange de la restitution du droit d'organisation dans le centre en question. Etant donné qu'une telle clause est exactement ce que recherche le gouvernement pour l'ensemble du secteur public, cet essai de compromis de la part de la direction du TUC, de même que sa trahison de la lutte du NGA, est un coup d'importance majeure porté au mouvement ouvrier.

Les syndicats du secteur public sont certains d'être en première ligne des atta-

ques gouvernementales. Dans les services de santé, par exemple, l'indépendance syndicale se voit affaiblie par la multiplication des Comités paritaires de consultation avec les employeurs (Joint Consultative Committees), qui cherchent à imposer la collaboration de classes. En outre, la large « privatisation » des services publics — qui accorde par contrat au capital privé, soit en totalité, soit en partie, le droit d'activité dans des secteurs de services précédemment assurés par l'Etat — a pour un de ses principaux objectifs, la destruction de l'organisation syndicale dans le secteur public.

Mais c'est la structure même du mouvement ouvrier que les conservateurs veulent transformer avec leur prochain train de mesures législatives sur les syndicats.

## MENACES SUR LE PARTI TRAVAILLISTE

La législation aujourd'hui proposée au Parlement inclurait l'exigence d'un vote au sein des syndicats pour assurer que les dirigeants soient directement élus par les membres au moins une fois tous les cinq ans, la possibilité de rendre toute action de lutte appelée par le syndicat sans vote à bulletins secrets des adhérents, passible d'un recours en justice de la part des employeurs, le renouvellement, tous les dix ans, de la demande faite aux membres du syndicat pour savoir s'ils désirent toujours avoir des « fonds politiques » leur permettant de soutenir le Parti travailliste.

Etant donné les structures non démocratiques de nombreux syndicats britanniques, les conservateurs pensent qu'ils obtiendront un large appui pour la première de leurs propositions. Mais le résultat d'ensemble serait de permettre à l'Etat d'intervenir à sa guise dans le fonctionnement intérieur des syndicats, sous prétexte d'exiger des votes à bulletins secrets ou par le biais d'actions en justice intentées par des syndiqués individuels qui se plaindraient d'irrégularités dans le fonctionnement des syndicats. Cependant, c'est la clause relative au Parti travailliste qui aurait les effets les plus considérables. Ce parti avait été mis sur pied par les syndicats afin de pouvoir mener, au niveau politique, la lutte en défense du niveau de vie. Depuis le tout début, l'orientation du parti a été contrôlée par les directions syndicales, et celui-ci n'était responsable vis-à-vis de l'appareil de l'Etat que par la présence au Parlement du groupe travailliste, composé des députés du parti. Comme 77 % des fonds du Parti travailliste proviennent des syndicats, une réduction significative de cette somme forcerait ce parti à se tourner vers un financement par l'Etat, qui serait utilisé pour établir une autonomie encore plus grande du groupe parlementaire par rapport à toute forme de contrôle par le mouvement ouvrier.

## LA REPONSE DU TUC

L'attitude du TUC face à ces attaques a connu un grand changement au cours des quatre années de régime de



## Le Trade Union Congress (TUC) débat des 35 heures

La confédération syndicale britannique TUC a récemment tenu une conférence nationale à Londres, le 3 février, pour discuter des moyens de parvenir à la semaine de 35 heures. L'invité principal de cette conférence était Ernst Breit, secrétaire de la confédération syndicale allemande DGB.

Len Murray, secrétaire général du TUC, a convié les syndicats britanniques à accepter des « contrats de solidarité » du type de ceux qui concernent aujourd'hui 100 000 travailleurs en France et 30 000 en Belgique. Murray a rejeté l'idée d'une réduction des salaires en contrepartie d'une réduction des horaires de travail, mais il a ajouté : « Il s'agit ici d'une négociation. C'est un marchandage entre les revenus et les emplois... Les travailleurs doivent choisir entre l'augmentation du salaire seule ou des augmentations plus petites assorties de réductions des horaires de travail. »

L'opposition à cette politique est venue à la fois du dirigeant de la DGB ouest-allemande, Ernst Breit, et de Scargill, le dirigeant du syndicat britannique des mineurs. Alors que les adhérents métallurgistes de la DGB sont en train de lancer une lutte pour la semaine de 35 heures, Breit s'est prononcé contre toute perte de salaire et pour un « contrôle social » pour limiter le chômage dû à la technologie.

Sur cette question, Scargill a déclaré de son côté : « Je ne crois pas que nous devrions renoncer à réclamer des augmentations de salaires en échange d'une réduction de la semaine de travail. » Il continua en appelant, pour réduire le chômage, au refus généralisé des heures supplémentaires. C'est là un reflet des actions actuellement menées par les mineurs britanniques qui luttent contre la fermeture des puits par le refus des heures supplémentaires. ■

# Construire la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) dans les syndicats

Les militants de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) qui interviennent dans le mouvement syndical, sont regroupés dans une branche du CND dénommée TUCND (CND-syndicats). Celle-ci a tenu son assemblée générale annuelle le 25 février dernier. Depuis l'implantation des premiers missiles Cruise en Grande-Bretagne, de plus en plus nombreux sont ceux qui ont rejoint le CND. Comme branche spécifique du CND, l'intervention dans les syndicats aura un rôle important à jouer en 1984. Andrew Hewet, permanent du CND-syndicats, a exposé à Socialist Action, hebdomadaire publié à Londres, les priorités de campagne dans les syndicats pour cette année. Nous reproduisons ce témoignage, paru dans le numéro du 3 février 1974 de ce journal.

28 syndicats nationaux et entre 450 et 470 organismes locaux sont affiliés au CND. Tous les groupes d'entreprise et les affiliés votent lors de notre assemblée annuelle pour élire les représentants officiels et les membres de l'exécutif, qui se réunit tous les mois. L'intervention dans les syndicats varie. Par exemple, le Syndicat des ouvriers et employés de la fonction publique (National Union of Public Employees, NUPE) est celui qui fait le meilleur travail, avec une campa-

gne très large. Mais beaucoup ne font guère plus que payer leur cotisation annuelle au TUCND et voter de la bonne façon lors des congrès du Parti travailliste et du TUC (confédération syndicale britannique), mais cela aussi est important. Nous avons déjà fait circuler des modèles de résolution pour les congrès syndicaux de 1984, et nous espérons organiser des réunions dans le cadre de la préparation de ces congrès pour exposer nos propositions. Nous n'avons pas de réseaux régionaux très efficaces. Seules quelques régions ont un groupe actif du TUCND. Construire ces groupes est l'une de nos priorités.

Nous espérons également pouvoir mettre sur pied un réseau de « bateaux de la paix », une idée qui vient des syndicats des marins australiens. Nous avons également suggéré que le syndicat des mineurs envisage la possibilité de « puits de la paix ». Il s'agit-là de variations pleines d'imagination des groupes sur les lieux de travail, quelque chose comme déclarer une zone dénucléarisée.

Nous avons quelques objectifs plus spécifiques. Quelques-uns de nos syndicats ont des membres dans l'industrie d'armement. Nous espérons que le congrès de Bradford, que nous aiderons à organiser pour les 7 et 8 avril — soutenu par quelques-uns des principaux syndicats — engagera des tra-

Thatcher. Lorsque les intentions gouvernementales ont été annoncées pour la première fois, le TUC prit le parti de s'y opposer, y compris en organisant des actions en soutien aux syndicats qui bafouaient ces lois. La confédération syndicale refusa également toute discussion avec le gouvernement sur la question des lois restreignant les droits syndicaux, prétendant avec raison qu'une telle collaboration donnerait une légitimité à cette nouvelle législation.

C'est lors du congrès du TUC de septembre 1983 que le premier grand changement se produisit dans cette politique. Ce congrès était la première occasion pour le mouvement ouvrier d'évaluer les résultats des élections générales du 9 juin 1983. Lors de ces élections, les conservateurs avaient en effet remporté une majorité massive au Parlement, sur la base d'un électoralat pourtant en diminution, majorité remportée grâce, en grande partie, au score réalisé par l'Alliance (front politique entre le Parti social-démocrate et les libéraux), qui s'est retrouvée à 2% seulement derrière les résultats du Parti travailliste (1).

Lors du congrès du TUC, au lieu d'adopter la politique proposée par le dirigeant des mineurs, Arthur Scargill, qui préconisait la nécessité d'actions extraparlimentaires urgentes pour s'opposer à la majorité massive des conservateurs, les délégués ont voté pour un pas à droite supplémentaire. Sur l'avis de Len Murray, secrétaire général du TUC, le congrès a voté une rencontre avec le gouvernement pour discuter des propositions de réforme des syndicats.

Murray a été jusqu'à parler de la nécessité de discuter avec « n'importe quel parti politique qui a une chance de former un gouvernement à l'avenir ». Il s'a-

gissait-là d'un soutien clair aux propositions faites par les dirigeants de l'aile droite, suggérant que les syndicats rompent avec leur stratégie traditionnelle de lutte politique à travers le Parti travailliste, pour entretenir également des relations avec les candidats des partis bourgeois, en particulier ceux qui composent l'Alliance (2).

Cette ligne politique de collaboration a une tradition déjà longue et fort peu honorable dans le mouvement ouvrier britannique. Avant la fondation du Parti travailliste sous la forme d'un comité de représentation ouvrière, en 1900, les syndicats menaient déjà une politique de soutien au Parti libéral. Même après la fondation du Parti travailliste, en 1906, de nombreux syndicats ont continué à soutenir à la fois les candidats des deux partis.

Au congrès de septembre 1983, presque un tiers des syndicats membres du TUC n'était pas affilié au Parti travailliste. La majorité des membres de cinq des principaux syndicats se prononçait contre le soutien au Parti travailliste, et des sondages d'opinion récents ont montré que d'autres syndicats parmi les plus importants, comme ceux des transports, des métallos, des employés municipaux, des électriciens, des employés du commerce, des chemins de fer, se désaffilieraient aussi, si un vote était organisé chez leurs adhérents. Parmi les grands syndicats où un sondage a été effectué, seul le Syndicat des mineurs et celui des fonctionnaires se prononceraient pour le maintien de l'affiliation au Parti travailliste.

Quand la législation proposée par le gouvernement aura été adoptée, elle obligera les syndicats affiliés au Parti travailliste à tenir des « mini-élections générales », sous la forme de votes, pour décider si l'affiliation au Parti travailliste doit être

maintenue. Evidemment, étant donné le déclin de l'engagement des syndicats envers le Parti travailliste — les élections législatives de 1983 ont vu, pour la première fois, une majorité de syndiqués voter contre le Parti travailliste —, une grande campagne serait nécessaire pour renverser le cours décrit ci-dessus. En tout cas, la direction actuelle du TUC n'est pas prête à mener une telle campagne. En réponse à des appels lancés par Frank Chapple, du Syndicat des électriciens, et par d'autres dirigeants de l'aile droite, à opérer des changements fondamentaux dans le mouvement syndical, afin « de faire taire les attaques menées contre nous (...) et de renforcer notre force d'attraction pour la fin du XXe siècle », le secrétaire général du TUC, Len Murray, a produit un document intitulé *Stratégie pour l'avenir*. Approuvé par le Conseil général du TUC de janvier, ce document appelle à la collaboration avec les gouvernements et les partis de toutes couleurs politiques, polémique contre l'utilisation des actions de grève, et suggère fortement que les syndicats se fassent de nouveau les avocats d'une politique de restriction des revenus.

## DIVISIONS AU SEIN DE LA BUREAUCRATIE

L'adoption de ce plan par le Conseil général ne fut pas une surprise, vu le tournant radical vers la droite pris par le congrès de 1983. Cette évolution était partiellement due, bien sûr, à des changements structurels diminuant le poids, au sein de la confédération, des syndicats

1. Cf. *Inprecor* numéro 154 du 4 juillet 1983.

2. Cf. *Inprecor* numéro 157 du 26 septembre 1983.

vailleurs de cette industrie à discuter de la possibilité d'une production alternative socialement utile. Il y a aussi certains syndicats qui sont directement affectés par les nouveaux règlements de défense civile, qui sont entrés en vigueur le 1er décembre dernier. Nous avons déjà organisé avec succès des contre-opérations de défense pour dénoncer la campagne militariste du gouvernement. Nous pouvons avoir d'autres succès sur ce terrain en 1984.

L'un des objectifs nationaux discutés actuellement est celui d'une semaine d'action, selon le même canevas que le mouvement allemand pour la paix l'an dernier. Un jour, ce sont les églises qui organisent quelque chose, un autre jour ce sont les femmes, un autre encore le secteur de l'éducation, etc. Le jour des syndicats pourrait se voir concrétisé par la tenue d'un meeting dans l'entreprise, ou d'une grève de protestation de cinq minutes. La seule limite à ces actions c'est l'imagination. Un grand nombre de membres du CND désirent travailler dans les syndicats, mais ils n'ont qu'une faible idée des structures syndicales.

Les syndicats se trouvent dans une position délicate en ce moment. La défense du niveau de vie est leur priorité immédiate. Nous devons trouver le moyen d'intégrer leurs soucis majeurs et les nôtres. Faire la liaison entre la réduction des dépenses sociales et l'accroissement des dépenses militaires est une bonne façon, pour les groupes du CND, de tisser des liens avec les syndicats. La législation anti-syndicale du gouvernement offre aussi cette possibilité. Le CND est conscient de ce que cette législation attaque ses propres droits d'organisation et de protestation. Elle ne vise pas seu-

lement le Syndicat national de l'industrie graphique (NGA), qui vient de mener une lutte dure défaite par le gouvernement (cf. article dans ce numéro d'*Inprecor*, ndlr.)

Le CND ne peut pas prendre en charge un travail d'opposition à la nouvelle législation industrielle, c'est en dehors de son statut. Mais le NGA est affilié au TUCND, et un membre de sa direction est intervenu lors du congrès du CND et lors d'un meeting du TUCND. Pour le CND, les priorités restent le retrait des missiles Cruise, l'assurance que le programme des missiles Trident soit stoppé, et la participation au mouvement international contre l'armement nucléaire. Tous ces objectifs impliquent la construction d'un mouvement de masse pour les mener à bien.

Le rôle du mouvement ouvrier est crucial. Les syndicats organisent 10 millions de personnes, dont 6 millions sont déjà affiliées au Parti travailliste par l'intermédiaire de leurs syndicats. Si une majorité d'entre elles faisaient une campagne avec le mouvement pour le désarmement nucléaire, la voix de ce mouvement deviendrait bien plus forte. Il serait difficile de ne pas en tenir compte.

Des syndicalistes sont impliqués dans la production, l'entretien, les services et le transport des armes nucléaires. Il y a là un important potentiel pour freiner, arrêter puis fermer les industries d'armement nucléaire. Le mouvement ouvrier, conjointement avec d'autres forces sociales, a donc un rôle très important à jouer dans le CND. ■

« SOCIALIST ACTION »,  
Londres, 3 février 1984.

plus petits et traditionnellement plus militants, mais elle reflétait aussi un glissement croissant vers la droite de la part des syndicats les plus importants. Même dans le Syndicat des mineurs, lors de l'élection du secrétaire général, le candidat de la gauche n'obtint qu'une très mince majorité. Un résultat tout à fait semblable est attendu lors de la prochaine élection du secrétaire général du Syndicat des transports et des travailleurs non qualifiés (Transport and General Workers Union, TGWU), bastion traditionnel du centre-gauche dans le mouvement travailliste. Un autre syndicat d'importance vitale, le Syndicat des travailleurs de la métallurgie (AUEW), a évolué vers la droite au cours des dix dernières années. Autrefois force motrice de la gauche sous la direction de Hugh Scanlon, au début des années 1970, ce syndicat est aujourd'hui, sous la direction de Terry Duffy, l'une des forces majeures de la droite.

Mais à l'exception d'Arthur Scargill, la réaction de la gauche de la bureaucratie syndicale à ce cours droitier a été, au mieux, l'acquiescement et, au pire, la collaboration active à des trahisons aussi graves que celle de la grève des conducteurs de train et des travailleurs de la santé en 1982.

Mais le conflit des travailleurs de la presse mené par le NGA a produit une polarisation au sein-même du Conseil général de la confédération. La gauche s'opposa avec force au renversement de la politique du TUC par Len Murray et appela à une réunion séparée pour discuter du soutien à apporter au NGA en lutte. Il n'est rien résulté de cette réunion, en partie à cause de l'attitude défaitiste de la direction du NGA. Cependant, cette division au niveau de la direction du TUC a révélé les importantes tensions à l'œuvre au sein

du mouvement syndical, ainsi que les possibilités offertes à la gauche pour s'organiser en opposition au tournant vers un syndicalisme « apolitique ».

Les forces qui pourraient lutter pour l'organisation d'un nouveau « Mouvement minoritaire » (3) dans les syndicats britanniques existent certainement chez les cadres les plus proches de la base. Leur expression la plus claire a été la croissance de nouveaux groupes de la Gauche large dans un certain nombre de syndicats. C'est dans le Syndicat des techniciens des télécommunications que cette Gauche large a émergé de la façon la plus frappante, ainsi que chez les fonctionnaires et d'autres employés, et dans le syndicat des électriciens. L'un de ces groupes vient d'être fondé dans le TGWU.

De telles organisations oppositionnelles ont déjà existé auparavant dans les syndicats, et notamment dans l'AUEW. Mais, auparavant, elles servaient au Parti communiste britannique (PCB) à cimenter son alliance avec la bureaucratie syndicale de gauche, et la plupart ont dégénéré parallèlement au déclin de cette gauche, à la fin des années 1970, en un certain nombre de réseaux de bureaucrates des échelons intermédiaires. Ces traits ne sont pas totalement absents des nouveaux courants de la Gauche large, mais le Parti communiste n'exerce plus sur eux un contrôle décisif. C'est là le reflet du déclin de la force à la fois numérique et ouvrière du PC. Au cours des quinze dernières années, les effectifs de ce parti ont décliné, passant de 28 000 membres à 15 000. De 1967 à 1973, à travers le Comité de liaison pour la défense des syndicats, le PC a pu convoquer des conférences de milliers de délégués de base des lieux de travail et même, à certaines occasions, appeler à des grèves non-officielles.

L'élan de la croissance des courants de la Gauche large n'est donc pas venu du PC, mais de l'impact de la montée du courant qui suit Tony Benn à l'intérieur du Parti travailliste. Ce courant, dit « benniste », se dessina en 1980 pour reformer le Parti travailliste de telle façon que ne puissent plus se produire les désastreuses expériences des gouvernements travaillistes de Harold Wilson (1974-1976) et de James Callaghan (1976-1979).

Leur plate-forme était fondée sur la revendication de l'élection directe du leader travailliste (dirigeant du groupe parlementaire) par le parti plutôt que par les seuls députés, du choix des candidats à la députation par les sections locales du Parti travailliste, et la rédaction des manifestes électoraux par son exécutif national, sur la base de la politique adoptée lors des congrès, plutôt que par la direction du groupe parlementaire.

Mais, bien que les revendications concernant le programme de transformation du fonctionnement du Parti travailliste aient abouti dans leurs deux premiers objectifs, la lutte pour la direction du parti, menée par Tony Benn, a échoué face au mur de béton que constituait l'utilisation du vote bloqué par les syndicats lors du congrès travailliste. Ce vote bloqué, qui permet aux directions syndicales d'avoir jusqu'à 6 millions de votes lors des congrès du Parti travailliste, contre seulement 600 000 aux mains des sections locales du parti, donne à la bureaucratie syndicale

3. Le « Mouvement minoritaire » (Minority Movement) fut fondé en 1924 sur l'initiative du Parti communiste britannique, suivant la consigne du Komintern. A son apogée, il représentait plus d'un million d'ouvriers de l'industrie. Il déclina après la défaite de la grève générale de 1926 et fut dissous dans les années 1930.

un droit de veto de fait contre toute progression de l'aile gauche.

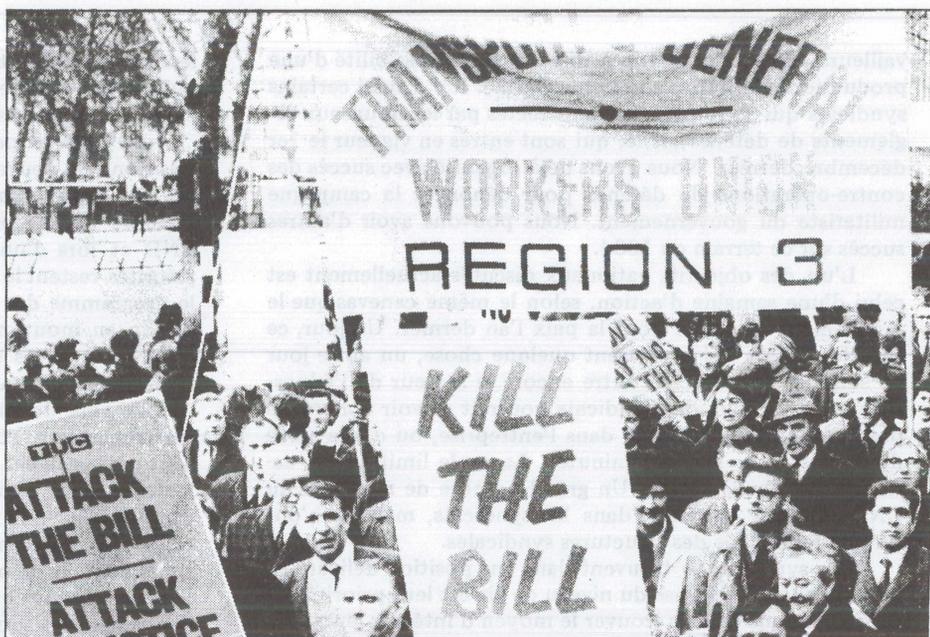
Une partie des partisans de Tony Benn se sont donc préoccupés du problème de savoir comment dépasser cet obstacle et s'attaquer à l'aile droite de la direction des syndicats, de la même façon qu'ils l'avaient fait pour la direction du parti lui-même. Cependant, comme c'est de tradition avec la social-démocratie de gauche en Grande-Bretagne, le courant Benn n'était pas efficacement organisé à la base. La seule figure qui aurait pu donner une direction nationale à ce courant, Scargill, concentrait ses efforts uniquement sur le Syndicat des mineurs.

La principale des forces de la Gauche large qui a bénéficié de l'impulsion donnée par le courant Benn a été le groupe Militant, tendance centriste au sein du Parti travailliste, dont le nombre des partisans est probablement aujourd'hui de 4 500. Paradoxalement pour une tendance du Parti travailliste, le groupe Militant n'a pas cherché à diriger ses forces vers un engagement actif dans le parti. Au contraire, il a concentré ses efforts à faire élire ses membres à des postes élevés dans la hiérarchie syndicale. Si ses gains dans ce domaine ont été impressionnants, l'évolution droitrière de la politique du groupe Militant en général, et sa pratique purement économiste dans les syndicats, ont eu pour conséquence son incapacité à offrir une orientation distincte de celle du Parti communiste, qui reste la force la plus importante dans la gauche syndicale.

Le déclin du Socialist Workers Party (SWP) (4) dans les syndicats a également réduit les possibilités de construction d'une alternative de gauche. Le diagnostic d'un déclin de la lutte des classes, bien que fondé sur une certaine réalité, a conduit ce groupe à une politique abstentionniste et sectaire vis-à-vis de la lutte dans les syndicats. Tout en supprimant leurs organisations de base « frontistes » dans divers secteurs d'intervention (jeunes, anti-racisme, etc), le SWP proclama son indifférence aux résultats de la lutte d'influence au sein du Parti travailliste et concentra son feu sur la « dénonciation » de Scargill, Benn et Livingstone, dirigeants de l'aile gauche.

L'analyse faite par le SWP, selon laquelle rien ne peut être construit au niveau national, a également eu pour conséquence un boycott *de facto* des courants de gauche. A la place, il se consacra à la reconstruction d'un syndicalisme de base sur les lieux de travail. Son attitude travailliste a conduit ses militants à s'opposer à l'affiliation à ce parti de syndicats comme celui des fonctionnaires des gouvernements locaux qui hésitait sur la question. Cette orientation a eu pour conséquence que de nombreux *shop stewards*, qui avaient rejoint ce groupe dans les années 1970, l'ont maintenant quitté. Certains d'entre eux, prenant les positions du SWP au pied de la lettre, se consacrent exclusivement au travail syndical, et d'autres abandonnent toute activité.

Les partisans du journal *Socialist Action* représentent une composante



Manifestation syndicale contre la politique du gouvernement de Margaret Thatcher. (DR)

significative de la gauche dans les syndicats. Leur stratégie générale a été expliquée par Pat Hickey, correspondant ouvrier de ce journal, dans son numéro du 6 janvier 1984 : « Aujourd'hui, c'est sur l'organisation effective de l'aile gauche dans le syndicat que repose la défense du mouvement syndical. En outre, cette gauche, c'est-à-dire les forces qui combattent réellement pour un syndicat indépendant et affilié au Parti travailliste, doit s'organiser à tous les niveaux.

« Des attaques comme celle contre l'affiliation au Parti travailliste ou contre le monopole d'embauche ne peuvent pas être simplement combattues au niveau local, même si c'est à ce niveau-là que la lutte démarre. La riposte exige l'organisation au plan national de ceux qui sont prêts à défendre un mouvement syndical indépendant et travailliste, basé sur l'organisation locale à tous les niveaux.

« Cette perspective de renversement du courant droitier dans les syndicats est aujourd'hui minoritaire, cela ne fait aucun doute. L'aile droite ne pourra être défaire que si cette minorité s'organise pour diriger la lutte contre les conservateurs à tous les niveaux.

« Il n'y a pas de raison d'attendre qu'une initiative vienne d'en haut. La gauche de la Confédération a beaucoup parlé de son opposition à Thatcher et à la ligne actuelle du Conseil général. Mais l'action est restée chose rare.

« Pour gagner le vote sur l'affiliation au Parti travailliste et sur le monopole d'embauche, la préparation doit commencer dès maintenant au niveau local et dans chaque syndicat.

« Chaque section du Parti travailliste doit lancer une campagne pour gagner le vote sur l'affiliation au niveau local. Chaque branche du syndicat, tous les courants de gauche doivent faire campagne pour obtenir le vote sur l'affiliation et sur le closed shop. Avec le soutien à toutes les luttes qui se mènent, ce sont là les problèmes principaux qui se posent aux syndicats et au mouvement travailliste pour l'année 1984. »

Le fait que les organisations de base de la classe ouvrière britannique restent intactes signifie que l'offensive des conservateurs rencontrera l'opposition de puissantes luttes dans la période qui s'ouvre. Mais étant donné la prédominance de l'aile droite dans la direction du mouvement syndical et la possible perte d'emplois pour ceux qui luttent effectivement, beaucoup de travailleurs seront prudents avant de s'attaquer aux patrons et au gouvernement. Cette prudence sera renforcée par la débâcle de la lutte du NGA.

Un double processus doit être engagé pour combattre ce pessimisme. Tout d'abord, un cadre national même imparfait doit être mis en place. Ensuite, les militants qui ont tiré la leçon de la succession de défaites subies par le mouvement ouvrier du fait des conservateurs, doivent s'organiser, comme minorité, pour lutter pour la direction du mouvement à tous les niveaux. C'est au sein d'un courant agissant que les travailleurs commenceront à tirer des conclusions socialistes révolutionnaires et décideront de la nécessité de rompre avec toutes les variétés de réformisme.

Aucun de ces espoirs n'est utopique. Le projet a été formé que Benn et Scargill lancent un journal commun qui allie la gauche dans le syndicat et dans le parti d'une manière bien plus solide que dans le passé. La capacité des marxistes révolutionnaires de proposer leur démarche au sein des forces attirées par de tels objectifs sera un facteur important, pour influencer aussi bien les luttes que la politique de la gauche dans les années à venir.

Steve ROBERTS,  
5 février 1984.

4. Le Socialist Workers Party (SWP) est un groupe fondé et dirigé par Tony Cliff, précédemment appelé International Socialist. Une de ses spécificités programmatiques réside dans l'analyse qu'il fait de l'Union soviétique comme étant un régime de capitalisme d'Etat.

## De l'image d'Andropov à la réalité de sa politique



**I**L existe un hiatus entre ce qu'a été réellement la politique de Iouri Andropov, qui succéda à Leonid Brejnev en octobre 1982 à la tête de l'Union soviétique et du PCUS, et la popularité qu'il avait apparemment acquise auprès de couches assez larges de la population, c'est-à-dire y compris auprès de personnes auparavant très critiques envers la politique de la bureaucratie, avant de décéder à son tour au début du mois de février 1984. La différence entre la façon dont les Soviétiques parlaient de Brejnev et celle dont ils parlaient d'Andropov était frappante. Cet hiver, on disait à Moscou avoir deux craintes essentielles : celle de la guerre et celle qu'Andropov ne meure et ne soit remplacé par Constantin Tchernenko ... A cet égard, il convient peut-être de rappeler qu'Andropov fut chargé pendant de longues années, au sein de la centrale de contre-espionnage, le KGB, du département de « désinformation ». Il n'empêche cependant qu'il fut assez largement respecté durant les quinze mois de son règne.

Certaines des mesures que fit adopter Andropov peuvent tout bonnement être considérées comme des tentatives de gestion économique bureaucratique apparemment « raisonnables ». N'est-il pas, en effet, préférable que les ouvriers ne soient pas saouls sur leur lieu de travail, que l'absentéisme disparaisse, que la discipline au travail soit renforcée ... Il n'y a bien évidemment dans ces décisions aucun contenu « socialiste », même si leur effet, au cas où elles seraient appliquées, pourrait néanmoins être bienfaisant pour l'économie en général et accroître ainsi le niveau de vie des populations. C'est cela que les médias soviétiques ont tout particulièrement souligné, voulant les faire apparaître sous un jour socialement positif. Toutefois, les brigades de travailleurs de choc, par exemple, mises en place dans de nombreuses expériences agricoles et aussi industrielles, fonctionnent selon un modèle aux antipodes d'une société socialiste, et accroissent les inégalités de salaire et les inégalités sociales.

La coïncidence entre ces mesures et une conjoncture économique plus favorable que précédemment a conduit l'économie soviétique sur la voie d'un léger renouveau : la croissance nulle, ou même négative dans certains secteurs, est devenue légèrement positive. C'est cette situation, dont les conséquences sociales positives ne sont évidemment pas perceptibles, qui a assuré à Andropov sa popularité. La purge qu'il a opérée dans l'appareil d'Etat ressemble bien entendu aux purges effectuées dans le passé dans des circonstances analogues. Mais contrairement à la période brejnévienne, la presse d'URSS a expliqué de manière détaillée les tenants et les aboutissants de certaines de ces exclusions ... Il n'y avait là rien de nouveau par rapport à l'ère de Nikita Khrouchtchev, il s'agissait même d'un coup de balai plus timide, mais il ne reste déjà souvent plus que des reminiscences de cette période de l'histoire de l'URSS. Le ton employé par les journaux sonnait juste aux oreilles d'une grande partie de la population, lorsque ceux-ci décrivaient les malversations d'un Elisséev, directeur du *Gastronom* No 1, et de son épouse, directrice du *Goum* (grand magasin de Moscou). Et d'autant plus juste encore, quand ils annonçaient les sanctions prises à leur égard, ainsi que l'exécution dudit Elisséev. Cette purge a été ressentie comme plus « vraie » que d'habitude, plus efficace, et elle a par conséquent contribué à renforcer l'image de marque positive de Iouri Andropov, secrétaire

général du PCUS. Que cette purge ait été organisée pour permettre à Andropov d'inverser en sa faveur le rapport des forces au sein même du comité central du PCUS n'était un secret pour personne, mais l'idée était répandue que s'il avait choisi ce mode spectaculaire, c'était bien la preuve de son honnêteté.

A la fin du « règne » de Brejnev, la corruption et la décadence submergeaient la totalité des organes centraux du pouvoir, à l'exception bien entendu du KGB (cf. le dossier sur l'URSS publié dans *Inprecor* numéro 139 du 20 décembre 1982). L'arrivée d'Andropov au pouvoir, à la fin de 1982, dans un contexte de guerre froide avec les Etats-Unis savamment entretenu encore une fois par les médias officiels d'URSS, a sans doute contribué au changement d'attitude des masses vis-à-vis du représentant du pouvoir central. L'échec soviétique dans les négociations sur le désarmement a été transformé en argument clé dans la propagande intérieure. « *Oui, le danger de guerre mondiale existe, et l'ennemi principal, c'est les Américains. Regardez Grenade, regardez l'Amérique centrale* », tel fut le langage officiel tenu à la population. L'axiome suivant lequel le « danger américain » d'aujourd'hui est égal au « danger allemand » d'hier est systématiquement utilisé afin de pousser la population à serrer les coudes autour du parti et de son chef, et à accepter une stagnation, voire une régression de la consommation. Seules de larges couches de la jeunesse n'ayant pas vécu la dernière guerre restent imperméables à cet argument et considèrent par contre le mode de vie américain comme un modèle.

On a souvent dit d'Andropov qu'il connaissait de nombreuses langues, que ses premiers articles économiques étaient des contributions de haut niveau, bref, qu'on avait affaire à un homme cultivé. Personne en URSS ne s'imaginait qu'il y aurait de profonds changements idéologiques, mais l'utilisation d'un nouveau style était ressentie positivement. Désormais, par exemple, l'idée était officiellement acquise que l'URSS n'était pas encore dans la phase du « socialisme développé », mais seulement au commencement de la route qui y mène. Une telle modification, assez inhabituelle puisqu'elle soulignait plutôt une régression, traduisait à nouveau au niveau de beaucoup de personnes l'honnêteté du secrétaire général. Et ce nouveau réalisme officiel sapait en même temps les arguments des dissidents critiquant le socialisme réel, puisqu'on n'était qu'au début du chemin ...

Dans la population moscovite, il se racontait également qu'au moment de son entrée en fonction, Andropov avait convoqué tous les membres de sa famille pour leur expliquer, eu égard au poste qu'il occupait désormais, qu'il ne les recevrait jamais à propos d'une éventuelle requête personnelle qu'ils auraient à formuler. En fait, peu d'anecdotes circulaient sur le compte d'Andropov — le contraste avec Brejnev, notamment au cours des dernières années de sa vie, était saisissant sur ce point —, parce que, précisait-on, c'était un honnête homme. Voilà l'image que l'ancien chef du KGB a réussi à donner de lui-même aux Soviétiques. Elle a cependant du mal à supporter la comparaison avec la réalité de la politique de l'ex-secrétaire général du PCUS.

Natacha BRINK,  
12 février 1984.

Marina BEK

A y regarder de plus près cependant, le décalage entre le discours et la pratique de Iouri Andropov saute immédiatement aux yeux. Certes, la simple discus-

sion publique des problèmes de l'économie soviétique est apparue comme un changement important par rapport au mutisme précédent, mais aucune des mesure prises par le défunt secrétaire général du PCUS ne représente un début de solu-

tion de ces problèmes.

A la mort de Leonid Brejnev, en novembre 1982, une chose était certaine pour son successeur : des modifications importantes étaient nécessaires dans le fonctionnement du système, s'il voulait

essayer de sortir le pays d'une crise qui affectait désormais tous les terrains, économique, politique, social. De cette constatation à la tentation de présenter Iouri Andropov comme un libéral, partisan de transformations profondes, il n'y avait là qu'un pas que beaucoup ont alors franchi. Pourtant, une autre chose était tout aussi certaine il y a quinze mois : la paralysie de la politique soviétique au cours des dernières années du règne de Leonid Brejnev n'était pas le produit de la paralysie mentale et physique de ce dernier, mais celui d'un appareil figé dans la défense de ses privilèges, s'y accrochant avec énergie, au risque d'étouffer le fonctionnement du régime qui les garantit.

Iouri Andropov, lui-même produit de cet appareil, n'était pas le moins conscient de cette réalité. La modération et les hésitations de sa politique apparaissent comme le reflet d'un équilibre précaire entre la nécessité d'initier les transformations indispensables et sa conscience des dangers qu'il y avait — pour l'appareil et le système dans son ensemble — à remettre en cause les positions acquises et les intérêts constitués. Quinze mois représentent une courte période pour juger une politique. C'est une période néanmoins suffisante pour apprécier dans quel sens allaient les mesures proposées, et suffisante pour affirmer que Iouri Andropov n'avait rien d'un réformateur. On ne peut en effet prétendre réformer en profondeur — même dans une optique bureaucratique — le système économique de la société soviétique, sans s'attaquer frontalement à des secteurs entiers de l'appareil, sans faire émerger et s'appuyer sur des couches plus radicales de la société, sans modifier profondément le discours idéologique. Toutes choses que le successeur de Brejnev s'est bien gardé de faire.

## LA NÉCESSAIRE TRANSFORMATION DU MÉCANISME ÉCONOMIQUE

Andropov est arrivé au pouvoir accompagné d'une réputation « libérale » taillée sur mesure. C'est dans le domaine de l'économie que beaucoup s'attendaient à en voir rapidement les effets. La nécessité d'opérer une transformation du mécanisme de gestion économique, correspondant au passage d'une croissance extensive à une croissance intensive, est affirmée depuis longtemps par les dirigeants soviétiques. Elle a donné lieu à une nombreuse littérature et à de tout aussi nombreuses lois et mesures d'application. L'objectif affirmé était le passage à une utilisation rationnelle des ressources qui n'étaient plus inépuisables, la stimulation de l'initiative des entreprises pour accroître la rentabilité des investissements, l'intéressement des travailleurs à un meilleur fonctionnement du système.

Depuis le début des années 1960, chaque nouveau plan quinquennal a donné lieu à l'adoption d'une série de mesures plus ou moins étendues :

— 1965 : réforme Kossyguine-Libermann. C'était la première du genre, et sans

doute la plus élaborée. Elle proposait que l'activité des entreprises soit désormais jugée sur la production réalisée (vendue) et que les fonds alloués pour les investissements ne soient plus gratuits mais taxés à 6 %.

— 1969 : les mesures adoptées prévoient la recentralisation de l'élaboration du plan et des prises de décision de production, ainsi qu'une modification du système d'allocation des primes.

— 1973 : formation des unions industrielles appelées à se substituer aux directions de branche, et formation des unions de production.

— 1979 : recentralisation entre les mains du Gosplan (direction du plan) et relance de l'organisation du travail en brigades.

— 1983-1984 ... : les propositions d'Andropov, une année avant l'élaboration du nouveau plan quinquennal, s'inscrivent donc dans la continuité politique suivie jusqu'ici.

Aucune des mesures présentées ci-dessus n'a pourtant permis de surmonter la crise structurelle du mécanisme économique soviétique, et les propositions d'Andropov ne s'y prêtaient pas non plus.

Les mesures de 1965, qui avaient soulevé tant d'espoirs chez les réformateurs, en URSS et dans les démocraties populaires, ont vite montré leurs limites. D'un côté, elles restaient enfermées dans le cadre du système de planification bureaucratique, qui multipliait les entraves administratives à leur application ; de l'autre, elles ne réussissaient pas à mobiliser les travailleurs, qui demeuraient exclus de tout droit de décision réel, à quelque niveau que ce soit. Un autre élément a contribué à leur échec : c'est à cette date que commençait le processus de consolidation du pouvoir absolu de Leonid Brejnev, dû en grande partie à sa capacité de garantir aux membres de l'appareil une sécurité fondée sur le clientélisme, en opposition aux critères de promotion impliqués par la réforme, fondés sur l'efficacité.

Les mesures économiques ultérieures portent toutes la marque de l'appareil et visent à réaffirmer la prédominance de la bureaucratie politique (1). Elles ont multiplié les instances intermédiaires pléthoriques, les contrôles tâillonnés, les modifications permanentes des objectifs, comme le décrivait récemment un partisan des mesures d'Andropov : « *En pratique, l'indépendance et la responsabilité des directeurs d'entreprises et de collectifs de travail a peut-être décliné au cours des dernières années. En voici une série d'exemples. A l'entreprise Sverdlov de Léninegrad, 8 à 10 indices de réalisation du plan devaient être observés au cours de la seconde moitié des années 1960 ; aujourd'hui, leur nombre est passé à 20 ou plus. (...) Le système de distribution des primes au personnel est devenu beaucoup plus compliqué. Il est incompréhensible non seulement par les ouvriers, mais également par les directeurs.* » (2) On en connaît les conséquences souvent décrites : dissimulation des capacités réelles de production, révision en baisse du plan,

etc. « *La prolifération des indices* », conclut l'article cité ci-dessus, « *gêne l'initiative des collectifs, limite l'utilisation des ressources et produit des contradictions qui empêchent le développement de l'efficacité de la production* ».

Cette situation a créé une véritable crise du système de gestion bureaucratique — la « paralysie » dont ont parlé les experts à la mort de Brejnev — qui se répercute sur tous les plans. Les plus visibles d'abord : chute de la production industrielle, qui stagne autour d'un taux de croissance de 1,5 à 2 % ces dernières années ; crise agricole ; stagnation des revenus par habitant. Cette stagnation des taux de croissance réduit d'autant les marges de manœuvre de la bureaucratie. Certains choix, comme le maintien ou la hausse du budget militaire, se feront obligatoirement au détriment d'autres, par exemple des investissements pour moderniser l'appareil de production, de la disponibilité des biens de consommation sur le marché ... Ceci entraîne à son tour des répercussions sociales, en remettant en cause des avantages acquis (croissance régulière du niveau de vie, « droit à la paresse »), qui jouent un rôle essentiel dans le mécanisme d'identification des travailleurs au système.

C'est face à une telle situation que s'est trouvé Andropov à la fin 1982. Proposer des modifications du système de gestion n'était vraiment pas alors un signe d'audace, mais une nécessité pour la survie même du système. Mais, dès son intronisation, Andropov soulignera le caractère limité, expérimental de son action dans ce domaine, indiquant d'emblée qu'il n'entendait pas bouleverser les positions acquises par la bureaucratie. Il ne parlera jamais lui-même de « réforme » et insistera à plusieurs reprises sur le fait que, dans le domaine de l'économie, « *il est nécessaire d'agir avec circonspection, de faire si nécessaire des expériences, d'évaluer et de prendre en compte les expériences des pays frères* » (3). Cette dernière référence fait penser à la Hongrie, bien sûr, mais elle n'est restée, jusqu'à la mort d'Andropov, qu'une référence verbale.

## LE RAPPORT DE NOVOSIBIRSK ...

Dans un système où le contrôle de l'appareil du parti et de l'Etat est la clé du pouvoir, Andropov se devait de renforcer sa base en s'y créant une clientèle. La stabilité des cadres dirigeants sous Brejnev — dont l'image-symbole est la gérontocratie au pouvoir — a bloqué les possibilités d'ascension sociale pour un nombre important de cadres expérimentés qui, n'ayant pas de perspectives de promotion dans l'appareil bureaucratique central, s'identifient de plus en plus à des secteurs limités (régions, branches, entrepri-

1. La création des unions industrielles et des unions de production allait dans un sens opposé, mais elle a vite été remise en cause par les craintes des ministères de branche face au gigantisme des regroupements ainsi créés, qui portaient ombrage à leur pouvoir.

2. Pravda, 12 juillet 1983.

3. Pravda, 23 novembre 1983.

ses). Ces responsables, qui ont pu acquiescer, contrairement à la génération en place au sommet, une formation et une spécialisation plus poussée, ont une conscience plus aiguë des problèmes de gestion économique, des blocages et des gaspillages existants. Qu'ils aient vu avec Andropov la possibilité à la fois de garantir leur propre ascension et de favoriser un fonctionnement plus efficace et rationnel du système ne fait guère de doute. Ce qui n'en fait pas pour autant des partisans de réformes radicales.

Pourtant, l'existence d'un tel courant réformateur parmi les chercheurs, les sociologues, les économistes soviétiques est attesté par les informations relatives à une réunion tenue à Moscou en avril 1983. Plus d'une centaine de sociologues, d'économistes, de philosophes, réunis sous l'égide d'un Institut de Novosibirsk de l'Académie des sciences, ont entendu un rapport de la sociologue Tatiana Zaslavskaya (4). La nouveauté et l'importance de ce rapport ne résident pas seulement dans la critique sans concession de l'état présent de la gestion de l'économie, « qui a peu changé depuis cinquante ans », et où « les organisations intermédiaires ont poussé comme des champignons au cours des dernières décennies. Leur personnel occupe de nombreuses niches très confortables, avec des responsabilités mal définies... mais des salaires tout à fait agréables ». Elles ne résident pas non plus dans les réformes proposées, technocratiques, visant à réintroduire l'allocation des ressources par les mécanismes du marché. La nouveauté de ce rapport tient à la place prédominante qui y est faite à la dimension politique et sociale de la réforme indispensable de l'économie soviétique (5).

« On peut faire passer l'économie d'une phase extensive à une phase intensive de développement seulement si toutes les ressources sociales et tout le potentiel créatif des travailleurs peuvent être mobilisés », affirme Tatiana Zaslavskaya. Et elle ajoute : « Les problèmes de direction et d'organisation viennent au premier plan à cause de la taille et de la complexité du système économique. Ces problèmes ne peuvent être résolus par une ou plusieurs personnes qui détiennent les rênes et "savent tout". La solution de ces problèmes exige un large échange d'idées et d'informations. Tant que ces conditions (information complète, réflexion sans préjugés, liberté créatrice) ne sont pas remplies — pas seulement pour des individus mais pour les masses — toute discussion de l'orientation scientifique de la production restera lettre morte. »

On est loin des mesures de rafistolage technique et des décrets coercitifs d'Andropov. Le sort même fait à ce rapport illustre bien combien le secrétaire général défunt était étranger à toute velléité de réforme. Alors qu'en 1965 les propositions des professeurs Libermann et Trapeznikov avaient donné lieu à un vaste débat public, souvent très avancé, le rapport de Tatiana Zaslavskaya n'a pas même été diffusé parmi les spécialistes, et on a appris récemment que son auteur avait été mise quelque peu sur la touche.

### ... ET LES MESURES D'ANDROPOV

Le successeur de Brejnev a opté pour une toute autre voie, et le caractère de sa campagne contre la corruption et pour la discipline du travail ne suffit pas à lui conférer un caractère novateur. C'est volontairement que ces deux thèmes ont été associés dans la presse. Il s'agissait en fait de les identifier dans la tête de la population, à juste titre choquée par une corruption qui, sous Brejnev, avait pris un caractère endémique. Pour Andropov, la dénonciation de la corruption et la répression des personnalités les plus identifiées avec ces pratiques, avait un triple avantage. Elle devait permettre à la fois de réprimer effectivement les exemples les plus scandaleux qui représentaient à terme un risque social, d'éliminer certains gêneurs, et d'offrir des boucs émissaires aux travailleurs. Le nettoyage du ministère de l'Intérieur, du Commerce et de celui des Chemins de fer, a répondu à ces objectifs. L'amélioration certaine du fonctionnement de ces organismes après la purge a été portée au crédit de Iouri Andropov, qui n'a cependant rien fait pour extraire à la racine ce mal qui ronge le système bureaucratique.

La campagne sur la discipline du travail et les mesures prises pour renforcer celle-ci ont, par contre, une portée plus durable. Il faut rappeler qu'il s'agit-là, de longue date, d'un cheval de bataille des autorités soviétiques, qui voient dans le renforcement de la discipline un moyen essentiel de renforcer la productivité du travail. Selon les experts soviétiques, de 15 à 20 % des pertes de la production sont le résultat de pertes dans l'utilisation du temps de travail (soit du fait de l'absentéisme et de l'ivresse des travailleurs, ou de la mauvaise organisation de la production). En outre, selon les critères soviétiques, deux millions de postes de travail n'ont pas trouvé de postulants l'an passé.

Les contrôles spectaculaires organisés au cours du premier trimestre 1983 dans les magasins et divers établissements publics visaient à frapper l'opinion et à établir un parallèle avec la campagne en cours contre la corruption. Si ces contrôles ont vite été abandonnés, la campagne a permis l'adoption d'un décret qui se révèle un instrument législatif de contrôle et de répression des travailleurs, dont on n'a sûrement pas encore mesuré toute la portée. Ce décret (6) prévoit trois grandes dispositions :

— la pénalisation économique pour les absences injustifiées ou les cas d'ivresse au travail (amputation du salaire, réduction du congé annuel, transfert à un poste de travail moins bien rémunéré) ;

— l'ivresse au travail est désormais un motif de rupture du contrat de travail de la part de l'administration ;

— le troisième type de dispositions n'est pas directement lié aux manquements à la discipline. Le décret prévoit en effet que les travailleurs seront pénalisés économiquement en cas de malfaçons et que, dorénavant, ils devront donner un

préavis de deux mois s'ils désirent changer d'entreprise, et ils ne conserveront tous leurs droits à la retraite que si le délai entre deux emplois n'excède pas trois semaines.

Ainsi, sous couvert de lutte contre l'absentéisme et l'ivresse (7), ce décret a entraîné une modification du Code du travail soviétique, en limitant la liberté de mouvement des travailleurs. Signalons enfin que ces mesures frappent en premier lieu les femmes (contraintes à l'absentéisme pour faire la queue dans les magasins) et les jeunes (les plus susceptibles de changer souvent d'emploi). Il s'agit aussi — est-ce un hasard ? — des deux catégories de travailleurs les plus enclines à la protestation (les femmes, précisément à cause des difficultés d'approvisionnement, et les jeunes, sur lesquels le discours idéologique des autorités n'a aucune prise).

La vaste campagne de presse menée à cette occasion — alliant les références à la situation de tension internationale, la dénonciation assez radicale de la mauvaise organisation de la production, et la lutte contre la corruption —, de même que les tentatives de mobilisation sociale pour contrôler la discipline (utilisation des jeunes du PCUS, les Komsomols, en Ukraine par exemple), ont pu masquer dans un premier temps le caractère essentiellement répressif de ce décret. Il a pourtant été confirmé, et amplifié même, par les autres mesures prises dans le domaine de l'organisation du travail.

Il s'agit en premier lieu de la nouvelle loi sur les collectifs de travail (8). Elle stipule que, sous la direction des organes locaux du PCUS, les collectifs de travail doivent appliquer les décisions du parti, exécuter les décisions gouvernementales, contribuer à l'augmentation de la productivité, à la réalisation du plan et au renforcement de la discipline du travail. Dans le domaine des « droits », les collectifs pourront proposer des mesures facilitant la réalisation des engagements et stimuler l'« émulation socialiste » entre les travailleurs.

L'autre mesure concerne la relance de l'organisation du travail en brigades rémunérées selon la production effectivement réalisée (9). C'est la mesure la plus significative prise dans le domaine de l'agriculture où, à ce jour, plus de 60 %

4. Il s'agit de l'Institut d'économie et d'organisation de la production industrielle du département de Sibérie de l'Académie des sciences de Novosibirsk. Les citations sont tirées de la version parvenue à l'ouest et publiée par *Archiv Samizdata*, 28 août 1983.

5. Dans ce sens, ce rapport ressemble plus aux propositions des réformateurs tchèques du Printemps de Prague qu'à celle des dirigeants hongrois.

6. *Pravda*, 7 juillet 1983.

7. Il ne s'agit pas ici de minimiser la gravité de ce problème, mise en relief par les chiffres d'une récente enquête officielle, qui montre qu'une famille soviétique dépense en moyenne 10 % de ses revenus mensuels pour l'achat de vodka, et jusqu'à 30 % dans certaines zones rurales.

8. *Pravda*, 19 juin 1983.

9. *Pravda*, 4 décembre 1983.

de la main-d'œuvre est organisée dans ce type de brigades (10). Il s'agit d'un moyen efficace pour renforcer la discipline du travail et la concurrence entre ouvriers. Ainsi, la brigade est rémunérée selon la tâche effectuée, et, en son sein, le « brigadnik » — qui est le responsable du parti — distribue les primes en fonction de ce qu'il juge avoir été la contribution de chacun.

Jusqu'ici, la résistance des travailleurs à ce type d'organisation a été assez forte, comme le note l'organe des syndicats, qui admet que nombreux sont ceux qui préfèrent changer d'usine plutôt que d'entrer dans une brigade (11). Mais cette possibilité devient de plus en plus limitée, du fait du décret sur la discipline d'une part, et de l'extension du travail en brigades de l'autre. On pourrait cependant assister à une conséquence certainement non souhaitée de cette nouvelle forme d'organisation du travail. En effet, dans une situation où l'ensemble du processus de production reste soumis aux mêmes aléas (mauvaise planification, non livraison des matières premières ou des pièces), les travailleurs des brigades qui verraient leurs salaires réduits, car ils ne peuvent pas réaliser la production, pourraient avoir tendance à rechercher les responsables de cette situation et à exprimer collectivement leur mécontentement sur le lieu de travail. N'est-ce pas ce que craint ce responsable syndical qui écrit : « *L'inaction forcée d'un ouvrier affecte négativement la production, diminue sa productivité et, en conséquence, ses gains. Mais toute une brigade immobilisée ou sous-utilisée ne représente pas seulement une perte économique, mais également un grand mal social.* » (12)

A l'ensemble de ces mesures de contrôle dans le domaine de l'organisation du travail, il convient d'ajouter l'adoption de nouvelles lois répressives, en premier lieu la loi du 1er octobre 1983, qui autorise les directeurs des camps de travail à prolonger sans jugement les peines des prisonniers placés dans ces institutions. Cette mesure ne concerne pas seulement les « dissidents » — ce qui suffirait à la dénoncer. Elle risque d'être utilisée contre des milliers de jeunes accusés de « hooliganisme » ou de « parasitisme », que l'on pourra ainsi garder à l'abri comme on le souhaite.

## UNE « EXPÉRIMENTATION ÉCONOMIQUE »

Les mesures économiques discutées tout au long de l'année 1983 sont entrées en vigueur le 1er janvier 1984 (13). Elles visent, par une série de mécanismes, à étendre le champ des prises de décision indépendantes des entreprises, afin de stimuler l'initiative des managers et d'accroître ainsi la production. Désormais, l'activité des entreprises sera jugée sur la base de la production vendue, de la qualité des produits et de l'introduction de nouvelles technologies. Les directeurs ne toucheront pas de primes si le plan n'est pas réalisé. En revanche, ils pourront conserver une part plus importante du

profit réalisé et utiliser plus librement le fonds salarial, en particulier la part des économies de main-d'œuvre réalisées par la rationalisation de la production. Il s'agit-là de mesures essentiellement techniques et partielles, qui ne modifient en rien le lourd mécanisme d'élaboration bureaucratique du plan et n'apportent aucune garantie d'amélioration de l'ensemble du processus de production. Ce caractère partiel est souligné par le fait qu'il s'agit d'un « système expérimental », dont l'application est limitée à deux ministères de branches sur soixante pour l'ensemble de l'URSS, et à trois ministères de branches pour les petites Républiques. L'incidence de ces mesures sur l'ensemble de l'économie s'annonce d'ores et déjà assez restreinte.

On a beaucoup parlé des modifications intervenues à des postes importants de l'appareil du parti et de l'Etat. 35 premiers secrétaires régionaux du parti sur 158 ont été remplacés, ainsi que 19 ministres sur 84. Comparé à l'immobilisme brejnévien, cela représente un mouvement significatif de cadres dirigeants. On ne saurait pourtant l'identifier à un nettoyage de l'appareil. Andropov a essentiellement profité d'échecs « naturelles » (conférences du parti et départs dus à l'âge) pour faire monter quelques « jeunes » et s'assurer du même coup leur appui.

La réalité de la politique d'Andropov apparaît donc sensiblement différente de l'image qu'il a réussi à en donner. Bien loin d'apporter des réponses et des solutions aux problèmes de la société soviétique des années 1980, il a contribué à mettre plus en évidence encore le caractère structurel de la crise de la domination bureaucratique.

## LES RECULS INTERNATIONAUX

Cette impression, qui ressort d'une étude de la politique intérieure d'Andropov, est confirmée par le bilan de la politique soviétique sur la scène internationale. L'image d'une Union soviétique à l'offensive sur tous les fronts n'existe que dans les organes de presse occidentaux en mal de guerre froide. Bien au contraire, au cours des dix-huit mois passés, l'URSS a enregistré sur ce terrain des reculs significatifs, quand ce ne sont pas des échecs importants.

On ne peut certes en attribuer la responsabilité exclusive à Andropov ; il s'agit-là d'une tendance initiée sous le règne de son prédécesseur. Andropov n'a fait que confirmer l'incapacité des dirigeants soviétiques à réagir face à la nouvelle offensive de l'impérialisme américain sous la direction de Ronald Reagan.

Un des objectifs de cette offensive est précisément de faire pression sur l'URSS, afin que son aide militaire et ses manœuvres diplomatiques ne favorisent pas les mouvements anti-impérialistes, en Amérique centrale et au Moyen-Orient en particulier. Sur ces deux terrains, Reagan semble pour l'instant gagnant. Et l'ai-

de que l'URSS apporte aux combattants salvadoriens, aux Palestiniens et à l'Etat syrien correspond juste à ce qu'il faut pour ne pas envenimer ultérieurement ses rapports avec les Etats-Unis (14). Elle a assisté sans réagir, même diplomatiquement, à l'invasion de Grenade et à la transformation de cette île en protectorat américain. Enfin, l'installation des Pershing II et des missiles Cruise en Europe occidentale représente sans doute l'échec le plus grave de la diplomatie soviétique, qui avait longtemps tablé sur les dissensions entre Européens et Américains pour faire avancer sa politique.

Parallèlement, Andropov n'a pas réussi à sortir son pays du piège afghan, malgré toutes les rumeurs concernant son opposition à l'invasion soviétique de décembre 1979. Dans la situation de tension internationale actuelle, aucune solution politique qui satisfasse les Soviétiques ne semble en vue, et les USA n'ont bien entendu aucun intérêt à en favoriser une. L'insistance avec laquelle les médias soviétiques exaltent la tâche « internationaliste » des soldats de l'Armée rouge en Afghanistan, les efforts déployés pour former des élites locales — envoi sur place de techniciens, de médecins, d'enseignants, formation de cadres afghans dans les universités soviétiques — vont plutôt dans le sens d'une poursuite de l'occupation du pays.

C'est à la lumière de ce bilan de la politique d'Andropov, au plan intérieur et au plan international, qu'il faut apprécier les problèmes de succession. Des « kremliologues » subtils se sont déjà efforcés de voir dans la nomination de Constantin Tchernenko à la succession d'Andropov l'échec de ceux qui avaient favorisé la venue au pouvoir de ce dernier, il y a quinze mois. Paradoxalement, à vouloir concentrer tous les problèmes de la direction soviétique sur les affrontements de personnes — qui, certes, existent —, on risque de ne pas saisir la crise du système soviétique dans toute son ampleur, et l'incapacité de la bureaucratie, toutes « sensibilités » réunies, à y apporter une solution viable.

La nomination du vieillard Tchernenko n'en est qu'un symbole supplémentaire. Et on peut, sans grand risque d'erreur affirmer qu'à sa mort prochaine, le bilan ne sera pas sensiblement différent de celui qu'on vient de dresser ici. ■

Marina BEK,  
22 février 1984.

10. Pravda, 5 décembre 1983.

11. Sovetskue Profsoyuzy numéro 6, 1982.

12. Sotsialiski Troud numéro 2, 1983.

13. Les mesures ont été publiées dans la Pravda du 7 juillet 1983, et le décret d'application le 1er janvier 1984.

14. Des officiels américains confiaient cet été à un journaliste de Radio Free Europe leur conviction que « le Kremlin préférerait essayer un recul stratégique en Amérique centrale plutôt que de risquer une confrontation militaire avec Washington à propos de cette région », RFE-RL Bulletin, 17 août 1983.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### GRENADE

#### Création de la fondation Maurice Bishop

Les 28 et 29 janvier derniers s'est tenue à Hambourg la seconde conférence organisée par les comités allemands de solidarité avec Grenade. Elle a regroupé une centaine de personnes, dont des délégués d'autres comités d'Europe, en provenance d'Autriche, du Danemark, de France, de Grande-Bretagne, de Suède et de Suisse. Des comités existent également en Belgique, en Finlande, en Islande, en Norvège et aux Pays-Bas.

Kenrick Radix, ancien ministre de l'Industrie du gouvernement de Maurice Bishop et l'un des fondateurs du New Jewel Movement, avait été invité à la conférence, ayant pu quitter provisoirement Grenade. C'est l'un des rares dirigeants grenadiens partisans de Maurice Bishop qui ait survécu au massacre du 19 octobre 1983. Il était en effet déjà en prison à ce moment-là, après avoir conduit la première manifestation demandant la libération de Maurice Bishop.

Radix a décrit la situation actuelle à Grenade, ses conséquences sur la Caraïbe, et donné son point de vue sur les événements qui ont conduit à octobre 1983. Selon lui, les autorités mises en place par l'intervention américaine vont être amenées à convoquer des élections avant la fin de l'année, et il pense qu'un parti fidèle aux idées de la période révolutionnaire y prendra part.

Le 21 janvier 1974, le père de Maurice Bishop était assassiné par les hommes d'Eric Gairy. Dix ans plus tard, le 21 janvier 1984, Kenrick Radix a participé à la création d'une fondation « Maurice Bishop et les martyrs du 19 octobre 1983 ». Cette fondation, qui a son siège dans la capitale de l'île de Grenade, près du marché de Saint-Georges, agit dans plusieurs domaines pour perpétuer les idées de Maurice Bishop et de ses compagnons, pour former dans leur esprit les nouvelles générations et pour, dès à présent, contrer la propagande nord-américaine qui déferle sur l'île. Elle créera des bourses pour les enfants qui ne peuvent plus aller à l'école, aidera à l'éducation des orphelins des martyrs d'octobre 1983, et éditera notamment un bulletin international. Cette initiative, qui essaye d'exploiter les marges de manœuvre existant aujourd'hui à Grenade, peut jouer un rôle clé dans la réorganisation des forces restées fidèles aux idées de Maurice Bishop et dans la réanimation du mouvement de

masse. Déjà plusieurs comités de soutien se seraient créés dans l'île. Lors de l'inauguration du siège de la fondation, plusieurs dirigeants du NJM, parmi lesquels George Louison, Kenrick Radix et Lyden Ramdhanny, ont organisé une marche en direction du mémorial de Rupert Bishop, qui a regroupé environ 200 personnes. La conférence de Hambourg a permis que s'engage une discussion sur l'appui à apporter à la fondation, tant pour lui permettre de résister à la répression que pour lui donner les moyens financiers de son action.

On peut déjà faire parvenir du courrier à l'adresse suivante : Maurice Bishop Memorial Foundation, Grenville Street, St George's, Grenada, West Indies. ■

### ILE MAURICE

#### Premier congrès de l'Organisation militante des travailleurs (OMT)

L'île Maurice connaît depuis un an et demi une situation politique fort confuse. En juin 1982, une coalition de gauche avec à sa tête le Mouvement militant mauricien (MMM), remportait une victoire électorale écrasante. A peine un an après, le gouvernement se divisait et le MMM connaissait une très importante scission. Finalement, les scissionnistes du MMM formaient un nouveau parti, le Mouvement socialiste mauricien (MSM) et provoquaient des élections législatives anticipées. Ils s'engageaient ensuite dans une coalition électorale, puis gouvernementale, avec les débris de la droite locale (Parti travailliste et Parti mauricien social-démocrate) pour finalement obtenir, avec eux, la majorité des sièges au Parlement. La droite réactionnaire est ainsi revenue au pouvoir sans avoir d'idées bien neuves. En définitive, ni le gouvernement de la coalition de gauche autour du MMM, de juin 1982, ni le nouveau gouvernement de la droite réactionnaire, de juillet 1983, n'ont été capables de proposer de solutions sérieuses à la crise économique et sociale. L'économie mauricienne est totalement dépendante de la production de sucre — production qui représente 75 % des revenus à l'exportation et emploie 25 % de la population active —, et ce n'est ni le tourisme ni les espoirs d'investissements industriels qui pourront changer cette situation dans les conditions actuelles. Le chômage connaît une progression régulière, les revenus des petits planteurs se réduisent peu à peu, et la classe ouvrière doit subir de plus en plus l'arro-

gance des patrons et la répression gouvernementale.

L'actuel gouvernement n'a pas d'autre politique que des recettes démagogiques. Contre le chômage de dizaines de milliers de jeunes, il se contente de proposer l'émigration de quelques-uns d'entre eux pour aller chercher du travail dans des pays comme le Zimbabwe ou l'Arabie Saoudite. Contre la baisse des recettes sucrières, il ne propose que la transformation de l'île Maurice en un « Singapour de l'océan Indien », c'est-à-dire l'accroissement des implantations industrielles étrangères dans la zone franche pour une production dirigée vers des marchés extérieurs. Pour tout cela, il a besoin de la paix sociale, car on ne voit pas des industriels de Hong-Kong ou d'Arabie Saoudite venir s'installer à Maurice, s'il y existe une classe ouvrière se battant pour ses droits élémentaires. Mais si le gouvernement mauricien peut sans vergogne proposer une pareille politique, c'est que le gouvernement de gauche qui l'a précédé n'a guère fait d'autres propositions durant huit mois.

Malgré la mobilisation populaire qui avait suivi la victoire de juin 1982, il n'y avait jamais eu d'appel à la mobilisation des travailleurs pour changer les règles du jeu, nationaliser la grande industrie sucrière, en finir avec l'héritage colonial, et réduire les immenses gaspillages, par le contrôle de la population laborieuse sur l'économie. Au contraire, le gouvernement de gauche chercha fondamentalement à stabiliser sa crédibilité auprès de l'impérialisme et du patronat local, notamment la grande bourgeoisie de l'industrie sucrière. S'il dut céder la place, ce ne fut pas à cause de son radicalisme. Il éclata sous la pression de ses divisions internes, notamment communalistes, dans la mesure où diverses fractions patronales et bourgeoises n'avaient plus les mêmes vues sur la politique économique.

C'est donc dans ce cadre que l'Organisation militante des travailleurs (OMT), constituée par des membres exclus du MMM, vient de tenir son congrès, en janvier dernier. Ses principaux animateurs étaient auparavant des militants du MMM, dont certains de longue date. Le camarade Serge Rayapoulé, par exemple, très connu dans la base MMM de Port-Louis, était membre du comité central du MMM jusqu'à l'exclusion de la tendance Lalit Travayer en 1983, qui devait donner naissance à l'OMT. Parallèlement, les camarades de l'OMT animaient, lorsqu'ils étaient membres du MMM, un Front national anti-chômage (FNAS). Après la fondation de l'OMT, le FNAS a été défini comme étant un front politique de masse du noyau révolutionnaire et transformé en Front national anti-souffrance.

A la suite des travaux de leurs congrès, l'OMT et le FNAS ont présenté à la presse leurs programmes respectifs. L'OMT explique, dans l'introduction de son programme : « Si l'île Maurice veut avancer résolument vers le progrès social et en finir avec la misère, elle devra se débarrasser définitivement de cet héritage (colonial). La lutte des masses laborieuses dans notre pays est en quelque sorte la continuité de notre lutte de libération nationale. Mais, évidemment, cette lutte ne se fixe pas cela comme seul but. Il ne peut s'agir de simplement réformer ce système. Il existe aujourd'hui à l'île Maurice une société divisée en classes sociales, un Etat au service des classes possédantes, et un peuple travailleur qui produit toutes les richesses de ce pays. Notre lutte est donc une lutte pour le socialisme, c'est-à-dire pour faire de l'île Maurice une République démocratique du peuple travailleur. » Ce programme consiste donc en une description de ce que devrait être la politique d'un gouvernement des travailleurs. La presse a surtout fait remarquer que les militants de l'OMT proposaient la nationalisation de l'industrie sucrière, des banques et des assurances sous le contrôle des travailleurs. Mais cette organisation a pris soin de détailler un programme de réforme agraire, de libération des femmes, de dissolution des corps répressifs et de respect des droits démocratiques dans la police et dans l'armée, et de défense des différentes cultures et langues existantes dans le pays, etc.

De son côté, le FNAS a adopté un petit programme, plus simple, qui propose aux travailleurs adhérents de lutter pour les revendications plus immédiates, contre le consensus social et les divisions communalistes, de combattre pour l'organisation indépendante du peuple travailleur, et de militer contre l'impérialisme, pour le socialisme. Le FNAS étant une structure large, « une école du socialisme pour tous ceux et toutes celles qui y militent », il se donne pour tâche « de permettre à ses membres de faire un apprentissage de la lutte politique et un apprentissage de la vraie démocratie ouvrière ». Le FNAS est en quelque sorte une école pour intégrer l'OMT. Mais il veut aussi être beaucoup plus que cela à l'avenir. Il se donne comme perspective de stabiliser des dizaines de bases locales à travers l'île, qui puissent être en prise directe avec les problèmes quotidiens de la population. Le FNAS souhaite que chaque base puisse s'implanter grâce à son travail quotidien de défense des « ti-dimoune » (les petites gens) sur leurs lieux d'habitation ou de travail.

L'OMT et le FNAS ne constituent certes pas encore une force nationale capable de peser durablement sur les rapports de forces entre les classes. Mais en une année, leurs militants ont tout de même réussi à mettre en place un courant politique très actif et très en prise avec les luttes. Ce sont quelques centaines de militants et de sympathisants qui, sous la bannière du combat anticapitaliste et de l'internationalisme prolétarien, se sont donnés pour objectif de construire, dans

ce pays de 950 000 habitants au milieu de l'océan Indien, « un vrai parti révolutionnaire ».

## MEXIQUE

### Succès de la rencontre des femmes du Mouvement urbain populaire

Près de 450 femmes des zones d'habitat populaire (*colonias*) de tout le pays ont participé à la première Rencontre nationale de femmes du Mouvement urbain populaire (Conamup), qui a eu lieu les 25, 26 et 27 novembre 1983 dans la ville de Durango, au Mexique. Etaient présentes les femmes de presque tous les quartiers de la capitale, Mexico, membres de la coordination nationale du Conamup, ainsi que d'autres femmes de la capitale et de Sinaloa, Nayarit, Tijuana, Torreón, Jalapa, Taxco, Chilpancingo, Morelos, Guadalajara, Monterrey et Zacatecas, représentant plusieurs régions du pays.

La discussion, organisée en commissions de travail, a plus spécialement abordé les thèmes suivants : femme, famille et travail ; femme et situation actuelle dans les zones d'habitat populaire ; formes d'organisation et solutions alternatives. Le dernier jour, les résultats des débats ont été présentés en assemblée générale. C'est la première fois qu'une coordination dans laquelle coexistent divers courants politiques du mouvement ouvrier convie les femmes à se réunir, pour discuter de leur problématique spécifique dans le cadre général de la lutte des classes. *Bandera Socialista*, organe du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, publie un dossier sur cette rencontre dans son nu-

méro de décembre 1983, dans lequel il est considéré comme un progrès historique le fait qu'une coordination de cette importance aborde la problématique spécifique de la condition des femmes.

Les résolutions issues de la rencontre établissent clairement la situation d'oppression qui est faite aux femmes, les formes sous lesquelles elle se manifeste dans le cas particulier des zones urbaines pauvres, son expression jusque dans les organisations démocratiques, et la nécessité de la combattre.

Il est demandé à la Conamup de prendre en charge les tâches qui vont depuis la formation des femmes jusqu'à la nécessité de les aider à accéder à des tâches de direction dans les organisations populaires.

Organisée au moment où le mouvement ouvrier et démocratique mexicain se préparait à mener une deuxième journée nationale de grève civique (qui ne pourra pas avoir lieu par la suite), la rencontre des femmes appelait aussi à une journée de lutte contre l'austérité, qui devait initialement culminer en se joignant au mouvement général de grève.

Concernant les formes organisationnelles à adopter pour mettre en pratique les diverses tâches décidées par la Rencontre, il a été proposé que chaque quartier mette en place des formules qui facilitent la participation des femmes, des comités, des ligues féminines, et qui favorisent aussi des échanges d'expériences, etc. En ce qui concerne la Conamup, il a été décidé de former une coordination nationale où soient représentées toutes les régions adhérant à la Conamup, coordination qui fasse preuve en même temps d'une certaine souplesse, pour permettre le fonctionnement de commissions de travail particulières. Une deuxième rencontre devra se tenir dans moins d'un an.

Il est important de signaler que plusieurs camarades masculins assistaient à cette réunion. La commission d'organisation de la rencontre avait décidé que les hommes qui le désiraient pourraient y assister et que, ce faisant, ils s'engageaient à discuter entre eux des différents thèmes en débat, cela afin de permettre aux femmes de s'exprimer librement dans leurs groupes, sans inhibition. Une commission de travail a donc réuni une vingtaine d'hommes. A la fin de la rencontre, ils ont lu un message contenant leurs conclusions. Ils y reconnaissaient une série d'erreurs et de déformations que leur inculque la société capitaliste et appelaient leurs compagnons de lutte à faire un effort pour abandonner ces attitudes. Cette intervention des camarades masculins fut bien accueillie.

Les résolutions adoptées sont toutes, par leur contenu, le signe d'un succès du mouvement de masse, mais il est évident qu'il y a encore beaucoup à approfondir dans le débat idéologique. Des opinions très diverses se sont exprimées dans cette première rencontre, sur les problèmes spécifiques aux femmes et sur les solutions possibles. Dans l'assemblée générale, c'est un consensus qui s'est exprimé, résumant les discussions des commissions, mais les

#### \*\*\* AVERTISSEMENT \*\*\*

« Inprecor » n'a pas augmenté ses tarifs d'abonnement depuis déjà deux ans. Au début de cette année, nous avons été contraints, du fait de la hausse générale des coûts de production, d'augmenter le prix de vente d'« Inprecor » au numéro, de 10 à 12 francs. Nous avons néanmoins voulu laisser la possibilité aux abonné(e)s et aux futur(e)s lecteurs et lectrices d'« Inprecor », de bénéficier d'un tarif préférentiel jusqu'à la hausse inévitable de nos prix d'abonnement.

Nous vous informons donc que dès la fin du mois de mars, le prix de l'abonnement à « Inprecor », pour 25 numéros et par voie de surface, passera de 200 à 250 FF. Il ne vous reste plus qu'un petit mois pour vous abonner ou vous réabonner à l'ancien tarif. Vous pouvez le faire même si votre abonnement ne vient pas encore à échéance. Alors, n'hésitez pas et dépêchez-vous.

« INPRECOR »

débats, tant dans les commissions qu'en assemblée générale n'ont pas été faciles.

Toutes les organisations représentées étaient certes d'accord sur le fait même de l'oppression des femmes, mais les délimitations de cette oppression et les moyens propres à la combattre sont loin d'être communs à tous ces courants. Dans le mouvement des femmes, ou dans certaines de ses composantes, prévaut l'idée que c'est la révolution socialiste et leur participation à sa réalisation qui libèrera les femmes, mais qu'il n'est pas nécessaire qu'elles entreprennent une lutte spécifique pour leur libération. L'idée que le féminisme en général — sans tenir compte des différences entre les courants qui s'en réclament — crée des divisions entre les hommes et les femmes, est profondément enracinée. Comme si cette division n'était pas déjà inscrite dans la réalité.

D'après la teneur des débats et des témoignages, il est clair pour toutes les habitantes des quartiers populaires qu'il faut mener une lutte de classe contre les propriétaires et les patrons. Mais elles savent aussi qu'en tant que femmes, elles souffrent des conditions particulières qui leur sont faites, dans la famille et dans la société. Certaines se sont mises à pleurer en relatant leur expérience personnelle, leur vie de mère de plus de dix enfants, le fait qu'elles soient battues par leurs maris ou que leurs filles soient violées ou renvoyées de leur travail parce qu'enceintes. Des femmes qui, durant des années et des années, se sont uniquement consacrées à cuisiner, à laver et à accoucher. Depuis lors pourtant, l'idée de s'organiser, de lutter pour quelque chose de plus que la survie contre la pénurie, de lutter contre tous les types d'oppression, a fait son chemin dans leur esprit. A certaines militantes des organisations politiques qui ont la possibilité de choisir leurs maternités, qui ne sont pas des femmes battues, et qui bénéficient d'un autre niveau culturel, cette situation réelle des femmes de nombreux milieux populaires semblait être une chose sans grande importance, secondaire. Pour elles, la seule contradiction est la contradiction de classe. « Pour nous, écrit Bandera Socialista, il faut combattre cette société de tous les points de vue. »

Ce qui ressort comme le plus important de cette rencontre, c'est que le débat est resté ouvert et qu'aujourd'hui la discussion peut ne plus être limitée à de petits groupes de femmes radicalisées et qu'elle peut être portée au sein même du mouvement de masse. Il a été ainsi décidé d'attribuer, dans le bulletin de la Conamup, un espace réservé à la question des femmes, espace qui pourrait également servir, à l'avenir, de tribune de débat.

Un plan d'action a également été largement débattu, de nombreuses propositions avancées, les expériences de lutte, comme la première journée de grève civile nationale d'octobre 1983, ont été approfondies. Les résolutions adoptées par la rencontre de Durango représentent donc un grand progrès pour la lutte des femmes et ouvrent d'excellentes perspectives que toutes les organisations intéres-

sées par la lutte des femmes se doivent de saisir, en particulier pour préparer le mieux possible la Journée internationale des femmes du 8 mars prochain. ■

## PARAGUAY

### Nouvelle victoire contre la répression

Fin janvier 1984, les quatre dirigeants du Mouvement de regroupement des universitaires (MRU) du Paraguay, qui étaient emprisonnés depuis octobre 1983, ont été libérés après 53 jours de grève de la faim. Une précédente vague de répression, en mai 1983, avait déjà donné lieu à de nombreuses actions de solidarité et conduit à des libérations (cf. *Inprecor* numéro 153 du 20 juin 1983 et numéro 157 du 26 septembre 1983).

Il s'agit cette fois de la seconde victoire arrachée par le mouvement populaire paraguayen contre la répression déclenchée depuis mai 1983. La première avait été la libération d'autres militants étudiants et syndicalistes.

Ces victoires ont été obtenues grâce à la solidarité interne et internationale des mouvements étudiants, des syndicats et des partis populaires qui ont soutenu activement les prisonniers pendant leur grève de la faim. Parmi les actions les plus significatives figurent une manifestation de 400 personnes, le 7 août dernier dans les rues de la capitale, Asuncion, première manifestation d'opposition à la dictature du général Alfredo Stroessner depuis les mobilisations étudiantes de juin 1969.

Le 17 février dernier, une nouvelle manifestation de rue a réuni 5 000 personnes à Asuncion, à l'appel d'une coalition de formations d'opposition regroupées dans un « Accord national » réalisé en janvier 1979. Quelque chose est donc en train de changer au Paraguay. ■



suite de la page 28

ment a organisé des « élections internes » aux partis légaux pour désigner leurs directions, mais ce sont les « radicaux » opposés au régime qui ont été élus. Avec ces élections internes, la dictature a essuyé son second revers en deux ans. La crise, à ce moment-là, était très profonde. Elle coïncidait avec le processus de réorganisation syndicale, la formation des commissions syndicales provisoires, et les manifestations de novembre 1981 et novembre 1982 (2).

La mobilisation du 1er mai 1983, autorisée par la dictature, avait un rapport direct avec la crise qui a suivi les « élections internes ». Le pouvoir craignait en effet de polariser encore plus la situation. C'est de cette mobilisation unitaire et centralisée, avec un défilé de rue de 150 000 personnes, qu'est né le Plénum intersyndical des travailleurs (PIT), qui regroupe aujourd'hui 160 organisations syndicales. La loi du régime militaire sur les associations syndicales atomise l'organisation ouvrière puisqu'elle interdit la formation de syndicats par branches d'industrie ou d'activité. Seuls sont tolérés les syndicats par entreprise. Pourtant, dans le cadre légal lui-même, et en tirant parti de ses faiblesses, sont apparues les commissions provisoires, puis le PIT, embryon d'une centrale syndicale, qui, dès les premiers pas, a commencé à disputer la direction des mobilisations aux partis traditionnels.

Au cours de la manifestation du 1er mai 1983, les questions les plus importantes pour la classe ouvrière ont ainsi été posées, en même temps qu'a été dressé le drapeau de l'amnistie politique. Depuis lors, le dialogue entre le gouvernement militaire et les partis politiques est suspendu. En août 1983, un million de personnes ont participé à un assourdissant « cacerolazo » (concert de casseroles). Le 27 novembre 1983, des centaines de milliers de manifestants (400 000) sont descendus dans la rue pour exiger le retour de la démocratie.

Le 18 janvier dernier enfin, l'Uruguay s'est mis en grève générale, avec la promesse du gouvernement de ne pas réprimer cette manifestation. La préparation de la grève générale et ses conséquences ont approfondi le fossé qui se creuse, depuis la manifestation du 1er mai, entre le PIT et les partis bourgeois. En effet, ces derniers ont réaffirmé leur disposition à négocier avec la dictature, alors même que, reniant ses promesses de ne pas réprimer la grève générale, la dictature a décrété, le 18 janvier 1984, la mise hors-la-loi du PIT, l'interdiction des réunions politiques et syndicales, la mise sous tutelle des syndicats, l'arrestation de dirigeants syndicaux, et le licenciement de fonctionnaires qui se sont joints à la grève. ■

« EM TEMPO »,  
Sao Paulo, 26 janvier 1984.

2. Cf. *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982 et numéro 141 du 17 janvier 1983.

## La première grève générale depuis 10 ans

La mobilisation populaire contre les dictatures du Cône sud de l'Amérique latine se poursuit. Après les imposantes manifestations de rue de l'an passé, les travailleurs uruguayens ont organisé avec succès, le 18 janvier dernier, leur première grève générale depuis dix ans. Celle-ci couronne deux années de mobilisations populaires et creuse encore un peu plus le fossé entre le mouvement syndical et les partis bourgeois traditionnels. Nous publions ci-après un article tirant le bilan de cette grève, paru dans le numéro du 26 janvier 1984 d'Em Tempo.

Le 18 janvier 1984, l'Uruguay s'est arrêté. Les industries et les commerces ont à peine ouvert leurs portes. La circulation d'autobus et de taxis a été nulle. Celle des trains a été réduite à 20 %. Les journaux n'ont pas été publiés, et les émissions de radio ont fonctionné très irrégulièrement, seulement grâce au personnel directement lié à la direction. Seuls les services publics et les banques ont travaillé, dans la mesure où les fonctionnaires ont été soumis à une entreprise systématique de réquisition de la part des autorités gouvernementales.

La grève générale répondait à un appel du Plénum intersyndical des travailleurs (PIT) pour une augmentation salariale mensuelle de 2 500 pesos (environ

500 francs), des réajustements salariaux trimestriels, le plein rétablissement des libertés syndicales, l'amnistie des prisonniers politiques, et le retour aux libertés publiques et politiques. En réponse à cet appel, des milliers de travailleurs de Montevideo et du reste du pays sont restés à la maison ou s'en furent à la plage. Le succès de cette grève générale de 24 heures, la première depuis plus de dix ans de dictature, a été reconnu par le ministre du Travail, Nestor Bolentini lui-même. Ce colonel a admis que le débrayage avait été quasi total.

Grâce aux meilleures prairies du monde et à un nombre record d'entreprises frigorifiques, l'Uruguay a connu, durant de longues années, un système politique de démocratie bourgeoise résultant d'un « gentlemen's agreement » entre les secteurs politiquement et économiquement dominants.

Cependant, au début de la dernière décennie, l'ouverture de la crise capitaliste a jeté à terre quarante années de légalité constitutionnelle. Les marchés mondiaux de la viande et de la laine se sont de plus en plus fermés, du fait de leur contrôle croissant par les secteurs monopolistes. Le pétrole devenait plus cher de jour en jour. Ce fut la spirale de l'endettement extérieur, et le spectacle désolant de frigorifiques fermés. Le moment était venu de mettre un terme à la « belle époque » du peuple uruguayen. C'est ainsi que raisonnait l'oligarchie. Le 27 juin 1973 — avec le soutien du patronat, des grands propriétaires fonciers et de la petite bourgeoisie terrorisée par les actions violentes entreprises par le Mouvement de libération nationale (Tupamaros) —, cette oligarchie prit l'initiative du coup d'Etat militaire.

A partir de là, le monde allait connaître, comme en témoigne le rapport de février 1976 d'Amnesty International, l'un des appareils de répression les plus sophistiqués et efficaces jamais imaginés. Les officiers de l'armée et de la police joignirent leurs efforts pour sauver le système, en torturant au maximum les personnes arrêtées, tout en évitant leur mort.

Aujourd'hui, avec ses 1 200 prisonniers politiques, dont près de 700 enfermés à la prison Libertad, à 50 km de Montevideo, l'Uruguay bat de sinistres records, par rapport à une population totale de 3 millions d'habitants. L'idée d'institutionnaliser ce régime d'horreur n'est pas apparue avec l'actuel gouvernement du général Gregorio Alvarez. Elle re-

monte à 1976, lorsque les militaires formèrent une commission civilo-militaire pour étudier les possibilités « d'institutionnalisation graduelle » de leur pouvoir.

Le projet de Constitution visant à légaliser la présence des militaires au pouvoir fut soumis à un référendum, le 30 novembre 1980. Surprise : à un moment où le mouvement syndical et populaire se trouvait désorganisé et démobilisé, et où la propagande officielle en faveur du « oui » était des plus intenses, le projet fut battu, 58 % des électeurs désavouant la dictature avec un « non » sans appel.

Quand il prit la charge de président de la République, en septembre 1981, le général Gregorio Alvarez, le « guide » d'après la rumeur politique locale, partageait les plans d'institutionnalisation de la junte et, pour les poursuivre, il annonça un nouveau calendrier politique. En juin 1982, un statut des partis politiques est promulgué. Il se caractérise par des dispositions clairement restrictives : seuls sont autorisés à fonctionner les partis bourgeois traditionnels, c'est-à-dire le Parti national (Blanco) et le Parti Colorado, ainsi que la petite Union civique (catholique), qui est l'une des dissidences de la démocratie chrétienne. Toutes les formations parties prenantes du Frente Amplio (Front ample) de 1971 ont été exclues de cette réforme politique (1). Le 28 novembre de la même année, le gouverne-

suite page 27

1. Le Frente Amplio, présidé par le général Liber Seregni, actuellement emprisonné, regroupait une série d'organisations autour du Parti communiste. Cette coalition d'opposition, créée en 1971, obtenait 18 % des suffrages lors des élections de cette même année.

